

Ayuntamiento de Madrid



guerre civile. Les ambassadeurs des grandes puissances auraient, en y mettant la discrétion et le tact nécessaires, leur mot à dire là dedans; vraiment si quelque chose pouvait en ce moment expliquer et excuser une intervention de l'Europe, ce serait la nécessité qu'il y a pour tout le monde à empêcher une bataille sous les murs de Constantinople. Mais pour qu'une pareille intervention soit efficace, il faut qu'elle se produise immédiatement.

Souhaitons que les divers cabinets comprennent cette nécessité et ne laissent pas passer le moment d'agir.

La bonne volonté de l'Europe vient de s'employer à régler au plus tôt les dernières difficultés qui séparaient encore les Bulgares et les Turcs. Les Bulgares, qui ont déjà beaucoup attendu, n'étaient guère disposés, dans les circonstances actuelles, à attendre plus longtemps. On s'en est rendu compte à Constantinople, et l'accord définitif a été conclu aujourd'hui même.

Après avoir usé de toute son influence pour réconcilier les Bulgares et les Turcs, l'Europe a le devoir impérieux de tout faire pour réconcilier les Turcs entre eux.

Raymond Recouly.

## La revanche des Jeunes-Turcs

La marche des Jeunes-Turcs sur Constantinople ne paraît pas devoir provoquer les luttes fratricides que l'on pouvait redouter; et tout, permet de croire aujourd'hui qu'ils seront reçus à bras ouverts dans la capitale qu'ils s'approprient à conquérir de haute lutte. Leur avant-garde y est déjà entrée baïonnette au canon; s'est rendue successivement à la Porte, au Parlement et à Yildiz sans qu'un seul coup de fusil ait été tiré, et le président de la Chambre leur a solennellement souhaité la bienvenue.

Voici du reste en quels termes une dépêche de l'Agence Havas rend compte de cet épisode parlementaire dans la suite de notre récit fera apprécier toute la saveur :

Le président annonce qu'il a appris l'arrivée des troupes à la gare de Sirkeci et que, selon une communication du grand vizir, il s'agit d'un bataillon d'artillerie venu pour manifester sa joie du maintien de la Constitution. Ces soldats, qui allèrent au ministère de la guerre, viendront à la Chambre.

Le président ajoute qu'il ne faut pas s'inquiéter.

Le député Riza-Nour dit qu'il sait que les troupes en question se composent de quatre bataillons, venus pour féliciter et remercier la Chambre.

Or ces troupes, qui venaient féliciter et remercier la Chambre, font partie de la garnison de Tschatalja, fort qui commande la ligne du chemin de fer de Salonique, à soixante-douze kilomètres de Constantinople, et sur l'attitude de laquelle d'autres dépêches nous avaient précédemment fixés. Elles nous apprennent que quatre troupes militaires, avec 2,500 hommes, venant de Salonique et d'Andrinople, étaient arrivés hier matin à Tschatalja, dont la garnison avait fait cause commune avec eux, et que ce mouvement avait été initié par la garnison d'Andrinople, fort encore plus rapproché de Constantinople. L'attitude de ces troupes est encore précisée par le fait suivant qui nous est narré par notre correspondant de Berlin :

Le Sultan a envoyé une commission composée de deux généraux, de deux députés et de quelques hodjas au-devant des troupes de Tschatalja pour leur persuader de rebrousser chemin. Les soldats ont laissé les parlementaires en liberté, mais ont retenu leur train jusqu'à ce qu'on leur ait assuré des trains spéciaux pour Constantinople. (C'est par ces trains que l'avant-garde jeune-turque est arrivée dans la capitale). La garnison du fort de Tschatalja, qui s'est déclarée pour les Jeunes-Turcs, a envoyé quelques obus sur le train des parlementaires.

Les artilleurs de Tschatalja ont dégradé les officiers restés fidèles au Sultan et 2,500 soldats venant de Salonique ont pris possession du fort sans coup férir.

Les renforts arrivent de toutes parts aux Jeunes-Turcs. Notre correspondant de Berlin nous télégraphie :

D'après une dépêche de Salonique au *Tageblatt*, 40,000 volontaires chrétiens et israélites sont partis; 80,000 hommes sont concentrés à Uskub; 20,000 Albanais se sont enrôlés. Le Bulgare Sandaksky a rejoint à la tête de 400 Bulgares l'armée de la Constitution.

Enver-hay a prononcé plusieurs discours dans la rue; il a déclaré à un journaliste : « J'ai pleine confiance dans l'avenir; le 2<sup>e</sup>, le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> corps resteront fidèles jusqu'à la mort. »

Enver-hay reste à Salonique, où nul ne peut le remplacer comme organisateur. C'est de Salonique que partira l'ordre d'attaquer Constantinople, si c'est nécessaire. — BONYER.

Les Jeunes-Turcs paraissent du reste avoir toute l'armée pour eux. Le corps d'armée d'Andrinople (2<sup>e</sup> corps), dont l'attitude était douteuse vendredi, leur est maintenant complètement acquis et les troupes de ce district marchent comme celles de Salonique sur Constantinople. Le 4<sup>e</sup> corps, (Anatolie) fait de même. Lecture a été donnée hier à la Chambre, de dépêches provenant des commandants et des officiers de ces corps exigeant le retour d'Ahmed-Riza à la présidence de la Chambre et la formation d'un cabinet constitutionnel et menaçant de marcher sur Constantinople. Les troupes d'Andrinople sont déjà en marche.

La capitale est donc maintenant complètement entourée de troupes hostiles au mouvement du 13, et si, comme tout le fait croire — et une dépêche de notre correspondant nous le répète encore — le Sultan a eu une action directe sur le soulèvement des soldats, Abdul-Hamid ne pourrait plus compter, à l'heure actuelle, que sur les quarante mille hommes de la garnison de Constantinople, émeutiers d'hier commandés par les plus médiocres officiers de l'armée turque.

Les troupes d'Andrinople et de Salonique seraient commandées, d'après une dépêche de la *Gazette de France*, par Scheffer-pacha, commandant du 3<sup>e</sup> corps, et une dépêche de Salonique annonce qu'Enver-hay et Haky-hay, les attachés militaires démissionnaires de Berlin et de Vienne, ont pris le commandement des bataillons en marche.

Le mouvement jeune-turc a pris en quelques jours un tel développement que le correspondant de la *Neue Freie Presse* à Constantinople estime, avec quelque exagération sans doute, que le comité dispose de 200,000 hommes.

## A Constantinople

L'attitude de la garnison de Constantinople dans la journée d'hier et celle

des autorités permet de croire que l'on n'aura pas besoin, à beaucoup près, de mettre en mouvement une telle masse d'hommes. C'est du moins l'impression nette que se dégage de la masse assez confuse des dépêches qui nous sont parvenues dans la journée et la soirée, et parmi lesquelles l'impartialité nous oblige à reproduire textuellement quelques télégrammes d'agences pour lesquels la censure de Constantinople a eu naturellement une bienveillance toute spéciale :

Constantinople, 16 avril.

Le calme renaît, mais les nouvelles de Salonique et de Monastir font craindre de nouveaux troubles.

Le grand vizir n'attache pas d'importance à ces nouvelles, qui sont inspirées, dit-il, par le comité « Union et Progrès ».

Il bruit court que 1,500 hommes des troupes de Salonique sont en marche sur Constantinople.

On croit qu'ils seront reçus dans la banlieue par une députation d'ulémas et d'officiers supérieurs qui leur feront aisément entendre raison.

Depuis la nomination de Nazim-pacha au commandement du 1<sup>er</sup> corps d'armée, la discipline se raffermi. Des patrouilles parcourent régulièrement les rues. Les rôdeurs et les déserteurs sont pourchassés et arrêtés.

Plusieurs officiers auraient été assassinés, uniquement parce qu'ils appartenaient au club « Union et Progrès ».

Constantinople, 17 avril.

Contrairement à diverses informations données par les journaux étrangers, on s'attend que la situation semble s'améliorer. Le grand vizir et les ministres ont déclaré ce matin qu'il n'existe aucune raison d'être inquiet au sujet de l'approche des troupes et des renforts possibles.

Cette façon de voir semble être confirmée par les nouvelles de Salonique, disant que l'inspecteur général intérimaire a télégraphié qu'à Uskub et Monastir la Constitution est assurée.

La Porte semble s'inquiéter davantage de la situation à Adana et Mersina.

Constantinople, 17 avril.

Les ulémas réunis hier ont donné à diverses délégations la mission d'aller dans les casernes et à bord des navires de guerre rappeler aux soldats et aux marins que l'obéissance à leurs supérieurs est prescrite par les lois sacrées du Chérif, et qu'il importe de respecter la Constitution.

Nazim-pacha, nouveau commandant du 1<sup>er</sup> corps d'armée, visitant les casernes, a harangué les troupes et, sous forme de conclusion, leur a dit :

« Je suis un bon père pour le soldat, mais je suis extrêmement sévère sur le chapitre de la discipline. Je n'y souffrirai pas la moindre dérogation. »

Les soldats ont acclamé le général, auquel ils ont promis une obéissance aveugle.

Le presse continue à prêcher la modération, l'union et la concorde.

Constantinople, 17 avril.

L'Association théologique musulmane communique la note suivante :

« Le Sultan ayant nommé un nouveau cabinet et ordonné l'application stricte des lois religieuses, les soldats s'en sont retournés paisiblement à leurs casernes. Des délégations de notre association se sont rendues dans les casernes pour faire connaître aux soldats que s'ils doivent obéir aux lois religieuses, ils doivent aussi obéir à leurs chefs, que le pays ne peut pas se passer d'officiers possédant la science militaire, et que s'ils ne voulaient pas obéir ils en porteraient la responsabilité devant Dieu et devant la patrie. »

L'Association a télégraphié à tous ses partis dans les provinces de l'empire, pour réconcilier tout le monde.

Constantinople, 17 avril.

L'Union des ulémas a adressé au clergé des provinces une communication télégraphique pour l'inviter à conseiller la discipline aux soldats.

Dans un autre manifeste, l'Union des ulémas déclare que la Constitution et le Parlement doivent être maintenus d'une façon conforme à l'islam, et que c'est le devoir de tous de défendre la Constitution; elle ajoute que si les ulémas ne doivent pas obéir aux ordres du Sultan s'ils sont contraires au Chérif, et que les ulémas, les soûfas et la population en général connaissant les abus de l'absolutisme sacrifieront leur vie si l'on essaye de supprimer la Constitution.

Constantinople, 17 avril.

La *Yeni Gazete* publie une dépêche de Salonique, en date d'hier soir, disant que la Constitution est garantie contre toutes les attaques.

Les troupes sont revenues.

Les corps de volontaires se sont dissous.

Le calme commence à régner.

Une deuxième dépêche de Salonique signale que l'excitation est complètement calmée.

Il n'y a aucun lieu d'être inquiet.

## Les victimes

La réaction du 13 a fait une nouvelle victime hier. Le général Izzet-Paşa-pacha, ancien ministre plénipotentiaire à Madrid, a été tué à Constantinople, comme faisant partie du comité « Union et Progrès ».

Selon le journal *La Turquie*, il y aurait eu, depuis mardi dernier, 7 tués et 514 blessés.

## Le Sultan

D'après une dépêche de Constantinople à la *Wiener Allgemeine Zeitung*, un homme de confiance du Sultan lui aurait conseillé d'abdiquer pour sauver sa vie, mais Abdul-Hamid aurait répondu qu'il abdiquerait seulement en faveur d'un de ses fils, mais jamais en faveur d'un de ses frères ou d'un de ses neveux; il a ajouté qu'il préférerait demeurer à son poste et mourir comme souverain.

D'autre part, les correspondants du *Lokalesieger* et du *Tageblatt* de Berlin croient que tout finira par une réconciliation entre le Sultan et les troupes.

La *Gazette de Cologne* est plus optimiste, elle croit que tout finira par un arrangement pacifique, parce que le Sultan se déclare disposé à ne pas porter atteinte à la Constitution.

## Les héritiers du Sultan

Un journal de Berlin a annoncé hier, au moins prématurément, que le prince Rechad avait été proclamé Sultan à Salonique.

Il n'est pas sans intérêt à ce propos de rappeler que l'ordre de succession n'est pas réglé en Turquie comme dans les familles régnantes européennes; au lieu de revenir à la descendance directe du souverain, par ordre de primogéniture, la couronne passe au plus âgé des princes de la famille impériale.

C'est ainsi que l'héritier du sultan Abdul-Hamid, bien qu'il ait une nombreuse progéniture dont sept fils, est son frère le prince Rechad qui régnera sous le nom de Mehmed V, et que la couronne reviendra ensuite successivement au prince Izzeddine, cousin du Sultan actuel, aux princes Süleyman et Valid-Eddine, ses frères, au prince Sabah-Eddine, fils du sultan Mourad, son neveu, au prince Abdul-Medjid, un autre de ses neveux,

et après celui-ci seulement, septième en ligne, à son fils aîné le prince Selim.

Le dernier des fils du Sultan, le prince Mehmed, qui a, il est vrai, le temps d'attendre puisqu'il n'a que quatre ans est le dix-neuvième des héritiers actuels du trône des Osmanlis.

## La Chambre turque

La Chambre, dans une séance à laquelle assistaient cent cinquante députés, a élu hier trois candidats à la présidence: Nali, Monolapha et Mahir, parmi lesquels le Sultan choisira lui-même le président, à moins qu'Ahmed Riza ne soit réinstallé au fauteuil.

## L'opinion du ministre bulgare en Russie

Saint-Petersbourg, 17 avril.

La situation en Turquie s'améliore beaucoup et ne présente plus semblerait-il, aucun caractère de gravité.

Avec sa haute compétence des questions orientales, M. Tzolof, ministre de Bulgarie, m'a fait à l'instant les déclarations suivantes :

« L'ordre, d'après les dernières nouvelles, est rétabli à Constantinople; quant aux dépêches pessimistes publiées encore aujourd'hui par les journaux et annonçant la marche des troupes de Macédoine sur Constantinople, elles s'expliquent aisément, selon moi, par ce fait que les Jeunes-Turcs détrônés par l'armée de Constantinople, ont télégraphié dans ces provinces que le mouvement qui venait de se produire marquait non leur défaite, mais la ruine de la Constitution, nouvelle qui immédiatement produisit dans ces régions l'effet escompté par eux et à la suite de laquelle les soldats se sont aussitôt mis en marche vers Constantinople pour aller défendre la Constitution; mais je suis persuadé que le malentendu sera vite éclairci et qu'au plus tôt en présence des troupes de Constantinople les soldats accourus à l'appel des Jeunes-Turcs comprendront que la Constitution n'est pas en cause et qu'il ne s'agit que d'une simple lutte de partis qui ne saurait motiver une intervention armée de leur part. »

« Quant aux populations de la Macédoine et de l'Albanie, elles aussi, sans aucun doute, s'abstiendront de toute démonstration quand elles sauront à quoi s'en tenir sur les événements actuels qui ne masquent nullement le triomphe de la réaction sur la Constitution, mais au contraire celui de libéraux plus avancés sur les Jeunes-Turcs; il suffit pour s'en convaincre de se rappeler que le nouveau gouverneur de Constantinople, Nazim-pacha, avait été exilé longtemps sous l'ancien régime pour son libéralisme et son opposition au despotisme du Sultan. »

« Donc j'estime que la situation ne présente aucun caractère de gravité, et si profondément regrettable qu'il soit que la lutte entre deux partis frères ait fait couler le sang et qu'il y ait eu des victimes à déplorer, il n'en reste pas moins acquis que les événements actuels ne sauraient regarder que la politique intérieure de la Turquie, et qu'il n'en résultera aucune complication internationale. »

« En ce qui concerne les négociations avec la Bulgarie, tout marche à souhait et hier soir, à onze heures, on est arrivé à un accord complet. Le protocole turco-bulgare sera sans doute signé aujourd'hui et la reconnaissance de la Bulgarie est par suite imminente. — René MARCHAND. »

## L'attitude de l'Autriche

Vienne, 16 avril.

Commentant les récents événements de Turquie, le *Fremdenblatt* écrit :

Plus importante que toute autre question est celle de savoir si la Turquie est capable d'opérer elle-même une transformation radicale; c'est là le point de vue sous lequel l'étranger observe les événements du Bosphore, et certainement c'est le seul point de vue de la politique austro-hongroise en ces circonstances.

Nous avons salué en son temps la venue du nouveau régime parce que nous avions l'espoir qu'il servirait à consolider la Turquie et qu'il empêcherait l'éventualité d'une intervention étrangère; on s'attendait à ce qu'il se développât favorablement dans l'empire ottoman. Cela justifiait les sympathies que nous avions apportées à la cause jeune-turque et atténuait aussi en partie un certain scepticisme que l'on ne pouvait complètement dissimuler.

En présence de ce nouveau revirement, la politique austro-hongroise ne sort pas de son rôle de spectatrice qui attend tranquillement les événements; les événements de juillet, nous avions un intérêt tout spécial sur lequel nous avons vivement insisté. Cet intérêt a trouvé sa ferme expression dans la politique d'annexion qui, soit dit en passant, reçoit une double justification par le changement actuel que vient de subir à l'improviste la situation à Constantinople.

Nous désirons pour la Turquie une autorité durable garantissant l'ordre et la tranquillité, parce que nous sommes une grande puissance située géographiquement près d'elle, mais la question de savoir comment ce but sera atteint ne vient pour nous qu'en seconde ligne. Soit que les événements de juillet soient désirables, la situation s'éclaircit rapidement et que la politique européenne soit délivrée de cette tension qui est moins dangereuse que désagréable.

## L'attitude de l'Angleterre

Glasgow, 17 avril.

M. Asquith, parlant au cours d'une manifestation, a déclaré incidemment que le gouvernement turc avait donné au gouvernement anglais l'assurance qu'il obéirait strictement à la Constitution. Le gouvernement anglais a pris avec satisfaction note de cette assurance, et a promis au gouvernement turc ses sympathies les plus vives. Si cependant la Turquie abandonnait la politique de réformes et de bonne administration, l'Angleterre lui retirerait toute sa sympathie.

## Les massacres des chrétiens

En raison des événements d'Orient, M. Pichon, ministre des affaires étrangères, n'accompagnera pas le Président de la République dans son voyage à Nice.

Sur la demande de M. Constans, ambassadeur de France à Constantinople, le gouvernement français a décidé d'envoyer un croiseur cuirassé à Alexandrette, en raison des troubles et des massacres qui se sont produits à Adana et dans la région; ce croiseur, le *Jules-Ferry*, portant le pavillon dit contre-amiral Pivet, est parti hier des Salines d'Hyères; le *Victor-Hugo* et le *Jules-Michelet*, d'autre part, continuent leur route vers la Syrie.

Car les massacres continuent. Adana est en flammes et pillée par les Kurdes. On télégraphie d'Alexandrette que deux

villages chrétiens ont été incendiés sur le littoral des Payaz et que la mission des Lazaristes est en grand danger. Le massacre a commencé également à Mersina, et la ligne qui va de ce port à Adana est détruite.

Des intérêts français sont directement menacés :

Constantinople, 17 avril.

La situation à Adana et dans les environs s'est aggravée; des villes ont été incendiées et Tarse est presque anéantie; une fabrique française a été saquée; la gendarmerie a retrouvé et ramené à Adana, un ingénieur français M. Godard.

Les paysans sont descendus des montagnes et massacrent les Arméniens.

On constate également une dangereuse explosion du fanatisme musulman à Beyrouth et à Erzeroum.

Des troubles auraient également éclaté dans la région des monts Hauran où 200 Druses auraient été massacrés.

L'Italie envoie également un croiseur, le *Ferruccio*, à Mersina; l'Allemagne y dépêche son stationnaire *Loreley* qui est actuellement dans l'archipel.

A Vienne, on dit que la Russie participera à cette manifestation et qu'elle profitera de la question pour trancher, par le fait accompli, la question des Dardanelles en envoyant à Mersina une partie de sa flotte de la mer Noire.

L'Angleterre, enfin, se décide elle aussi à envoyer un navire de Malte à Mersina, et fera de même sur tout autre point où des troubles se produiraient, mais une note officielle déclare qu'il ne s'agit pas d'une action combinée des puissances.

Notre correspondant de Londres nous télégraphie à ce sujet :

Le Foreign Office a reçu confirmation de la nouvelle que le vice-consul britannique à Adana, le major Doughty Willie, a été blessé au bras. La flotte anglaise stationnée à Malte a reçu l'ordre de se tenir prête à partir pour le Bosphore afin d'assurer la protection des sujets britanniques.

Cet ordre ne contredit pas la dépêche d'hier dans laquelle je vous annonçais officiellement que le gouvernement anglais n'avait pas donné ordre à l'escadre de se joindre à celles des autres puissances pour une démonstration navale à Constantinople. — J. COURTIER.

## La Turquie et la Bulgarie

L'ambassade de Turquie à Paris a reçu la nouvelle suivante de son gouvernement :

« Un accord est intervenu sur tous les points litigieux entre nous et la Bulgarie. La signature du protocole est imminente. »

C'est la confirmation de la nouvelle que nous donnait la dépêche de notre correspondant de Saint-Petersbourg, que nous publions plus haut.

## LA JOURNÉE DU 13

### RÉCIT D'UN TÉMOIN

(Lettre de notre correspondant particulier)

Constantinople, 14 avril 1909.

Il sera dit que tout restera extraordinaire et invraisemblable jusqu'au bout dans les mouvements qui agitent la Turquie. La révolution du 24 juillet 1908 avait été incroyablement. Bien moins croyable encore paraîtra aux Européens, quand il la connaîtront bien, la contre-révolution du 13 avril 1909. Je vais tâcher de vous résumer simplement mes impressions de témoin.

Depuis plusieurs jours, l'opposition était devenue très vive contre le gouvernement. Mais tout semblait se résumer à des polémiques de presse. Les fêtes de Pâques s'étaient passées sans encombre. On n'avait guère à noter que quelques morts provenant de l'absurde tradition des orthodoxes qui célèbrent la Résurrection à coups de pistolet. Le mardi matin 13 avril, on se demandait à voir la vie normale renaître dans la ville, quand on apprit dès l'aube qu'une agitation inquiétante s'était produite dans la garnison.

Des soldats sans officiers s'étaient massés sur la place de Sainte-Sophie, à Stamboul. Mais quels étaient ces soldats? Que voulaient-ils? Personne n'en savait rien. On s'accordait à espérer que Hilmî-pacha, dont on appréciait surtout l'énergie, saurait réduire les mutins. Et, de fait, il en eut l'intention. Malheureusement, il manqua de promptitude. Jusqu'à dix heures du matin, il n'y avait guère que quatre ou cinq milliers de rebelles. Le reste de la garnison obéissait encore. On pouvait tout attendre d'elle. Mais il fallait agir et agir vite. Les ministres se contentèrent de délibérer. Et bientôt ils donnèrent une impression de faiblesse qui précipita la débâcle. D'heure en heure, le nombre des mutins s'accrut. Ils étaient 10,000 à midi, 15,000 à deux heures.

On ne pouvait plus compter que sur les quatre tabours (bataillons), casernés au Séraskériat. La partie était perdue d'avance. Hilmî-pacha préféra ne pas la risquer. Il donna sa démission.

Personnellement, il pouvait se retirer sans danger. Car l'impopularité allait vers d'autres que lui. Celui qui en était le plus atteint, c'était Ahmed Riza, qui dut se cacher pour échapper à la fureur des soldats. Il signa une lettre de démission et quitta la Sublime Porte par un escalier dérobé. Depuis lors, on ignore le lieu de sa retraite.

Le Sultan accepta, une fois de plus, les faits accomplis. Il s'empressa d'envoyer son premier secrétaire vers les soldats rebelles. Il leur fit dire que personne ne serait puni, qu'une amnistie pleine et entière leur était accordée et qu'il accédait à tous leurs désirs. Quels étaient ces désirs? Ils se résument en un seul mot, un seul : « Nous voulons la loi du Chérif » (loi religieuse musulmane). Ce programme s'explique par l'esprit même qui avait guidé les principaux meneurs de la révolte. Sans doute il y avait eu contre le gouvernement un concours très divers d'oppositions et d'attaques. Les libéraux, dits *Akhariens*, les Grecs et quelques Arméniens avaient mené campagne. Mais ceux-là furent bien vite déçus et supplantés par les prêtres musulmans, représentants de l'esprit religieux et étroitement nationaliste qui avait pris alarme des trop grandes libertés accordées aux non-musulmans. Pour eux, le principe de l'égalité des droits entre musulmans et non-musulmans était un danger pour l'empire, qui est et doit rester pays d'Islam. Ils entreprirent de convertir les soldats. Ce qu'on comprend mal, c'est que personne n'ait eu connaissance de leurs longues préparations.

Par l'ensemble de ces deux actions ils réussirent la dilataction du cœur et toutes les conséquences de l'infatigable de l'oxygène, ils favorisèrent les combus-

de tous leurs désirs. La loi du Chérif va être rétablie. En quoi consiste-t-elle?

Son esprit est facile à définir. Le chérif divise le monde en deux domaines (dâr) : celui qui est soumis à l'islam (dâr-ul-islam) et celui qui ne lui est pas soumis (dâr-ul-harb, domaine de la guerre), appelé ainsi parce que, en principe, l'état de guerre règne entre les habitants de ces deux domaines.

Vu la théorie chérifée de la supériorité de l'islam sur les autres religions et de l'étroite corrélation entre la religion et le droit, la qualité de non-musulman implique une choquante infériorité juridique pour les infidèles. Comme ils ne se croient pas obligés par la volonté de Dieu, déposés dans le chérif, on leur refuse en principe toute autorité sur les musulmans. Ils ne peuvent pas participer à l'exercice de la puissance publique et sont exclus notamment de la fonction de juge, destinée avant tout à réaliser la volonté divine. De plus, ils ne peuvent ni être tuteurs de musulmans, ni témoigner en justice contre eux, ni épouser de femme musulmane. On voit quelles sont les conséquences de cette révolution islamique.

On peut la définir : la revanche du simple soldat contre l'officier, du prêtre contre le libre-penseur.

Au moment où je vous écris, nous n'avons pas encore de ministère bien défini. Mais l'armée a un chef. C'est Edhem-pacha, le généralissime de la guerre turco-grecque. Les troupes l'accablent. Il leur adresse des allocutions patriotiques. Pour l'instant, c'est suffisant. Mais combien de temps durera cette période relativement tranquille? On se le demande. Et l'on a d'autant plus sujet d'être inquiet, que la ville est occupée par 40,000 soldats armés, qui, depuis trente-six heures, sont livrés à eux-mêmes. La nuit dernière a été une nuit d'angoisse pour presque toute la population. Car, à partir de 11 heures du soir, c'a été une fusillade continue. Naturellement la plupart des gens croyaient que le gouvernement s'était ressaisi, qu'il avait trouvé le moyen de faire venir la garnison d'Andrinople et qu'une bataille était engagée entre soldats du devoir et soldats de l'opposition. Il n'en était rien. Aucun soldat n'était venu du dehors. C'était tout simplement la garnison de Constantinople qui célébrait sa joie en tirant des salves, en signe de réjouissance. Elle faisait son triomphe.

Naturellement, il y a eu des victimes; mais fort peu, en comparaison de ce qui aurait pu se produire. Il n'y a guère qu'une dizaine de morts, dont un ministre (celui de la justice), tué à sa sortie de la Sublime-Porte, au moment où il avait donné sa démission; un député appartenant au comité Union et Progrès, l'émir Arslan, représentant de Lottak, un de ceux qui faisaient honneur à la Chambre, et qui présidait la commission parlementaire chargée des affaires étrangères.

Les autres victimes sont des officiers. Les députés du Comité « Union et Progrès » se sont volatilisés. Les officiers de l'armée, presque tous gagnés au Comité, n'ont pas essayé de résister au mouvement. En réalité, après la démission de Hilmî-pacha, qui s'est produite le mardi à deux heures, après midi, personne n'a essayé d'enrayer le mouvement. Tout le monde a abdicqué devant les soldats victorieux.

Les journaux turcs se montrent fort réservés. Les Grecs, qui ont leur part de responsabilité dans les événements, sont encore à la joie de voir le comité « Union et Progrès » vaincu.

Le *Neologos* assure que la journée du 13 avril 1909 doit être marquée avec non moins de splendeur que le 24 juillet 1908. « L'armée, ajoute-t-il, a demandé simplement, armes en main, l'abolition du vilain régime dans lequel le pays se trouvait, avec le rétablissement de la vraie Constitution et de la liberté. »

Puissent ces explosions de joie n'être point suivies de trop amères déceptions!

Viator.

## LES BAINS CARBO-GAZEUX

### LEUR UTILITÉ

L'éminent professeur, le docteur Doyen, dans un de ses récents articles, préconisait récemment le moyen de « rester jeune », et il ajoutait : « L'intoxication, l'intoxication des organes, voilà l'ennemi. »

« Préservez vos organes de l'infection et de l'intoxication, vous prolongerez votre jeunesse. C'est la seule partie de la vie qui mérite d'être vécue. » Un tel conseil est digne d'être médité; il fournit en quelque sorte une clef de la vie et l'emprunte à l'autorité du célèbre praticien une valeur singulière. Mais encore faut-il connaître le moyen efficace de préserver ses organes. C'est à ce désir que répond la science officielle quand elle préconise les Bains carbo-gazeux de



sonade de Fontarabie, éminent juriste français qui a passé sa vingtaine d'années au Japon, contribua considérablement à la confection des Codes japonais.

Lors de son départ pour la France, S. M. l'empereur, en témoignage de sa haute bienveillance, lui conféra le grand-cordon du Trésor sacré avec une pension viagère.

Depuis son retour dans sa patrie, l'éminent savant passa tranquillement le reste de sa vie au Cap d'Antibes.

L'empereur du Japon a eu dernièrement, par son ambassadeur en France, des nouvelles de M. Boissonade et de sa grande vieillesse, et a fait télégraphier par son ministre des affaires au baron Kurino, qu'il élevait le professeur Boissonade à la dignité de Grand-cordon du Soleil Levant, pour lui donner une nouvelle preuve de sa reconnaissance pour les grands services rendus au Japon par cet illustre Français.

Mme Rondenay, femme du distingué avocat à la Cour d'appel et fille de notre excellent confrère Adolphe Tavernier, vient de mettre au monde une fille, qui a reçu le prénom de Christiane.

Dans la chapelle du Palais de l'Infant Fernand, à Madrid, a été célébrée hier, la messe de purification de l'infante Marie-Thérèse, qui vient de faire ses relevailles.

Toute la famille royale, ainsi que l'infante Maria-Paz de Bavière, y assistaient.

L'amiral anglais Joley et lady Sarah Spencer, au cours d'une excursion à dos d'âne à Algésiras, sont tombés et ont eu tous les deux une jambe cassée.

Is ont été transportés en civière à l'hôtel. L'amiral, ayant passé une mauvaise nuit, a été conduit hier matin à l'hôpital maritime de Gibraltar où il a reçu la visite du général Bazan, commandant la place d'Algésiras.

La Rane de Sarawak est arrivée à l'hôtel Claridge pour rendre visite à la princesse de Monaco qui quittera prochainement cet hôtel pour s'installer au Haut-Brion en France. Parmi les derniers arrivés au Claridge.

Princesse Hatzfeld-Wildenburg, lord Marens Beresford, lady Avery, le feld-marschal sir Charles et lady Brownlow, sir Gilbert et lady Greenall, sir Edward Green et M. Frank Green, le capitaine H. Forrester.

Après ces jours derniers, dans la foule des dîners, au restaurant du Claridge :

Duchesse de Bassano, prince et princesse Alexis Dolgorouki, lady Katherine Somerset, comtesse Cowley, sir Paolo et lady Tosti, sir George Newnes.

**CEROCLES**  
Scrutin de ballottage, hier, au Sporting-Club.

Recus comme membres permanents : Le comte Charles Samperi, présenté par MM. Jacques de Brémont et Jean Joubert ; — M. Robert G. Calvet, présenté par MM. Pierre Perrier et Jean de Vilmorin.

Recus, hier, comme membres permanents au Cercle du Bois-de-Boulogne : Le comte Maurice Zamoyaki, présenté par les comtes R. et G. de Montesquiou-Fézensac ; — les barons Charles et Maurice de Woot de Frixhe, présentés par MM. Léon de Lunden et le comte T. de Gramedo ; — M. Pfister, présenté par MM. Albert Boutet et Georges-A. Plagion ; — le comte René de Miramon, présenté par MM. Jacques Normand et Maurice Gourgand ; — M. Charles Bianchini, présenté par MM. Albert Pontet et Otto Hecht.

**MARIAGES**  
— M. Marcel Benoit, lieutenant au 4<sup>e</sup> cuirassiers, fils du général divisionnaire, et de Mme Benoit, tous deux décédés, est fiancé à Mlle Ida de Lochner, fille de M. de Lochner, ancien officier de cavalerie, chevalier de la Légion d'honneur.

On annonce le prochain mariage de M. F. Bienvenu, inspecteur général des ponts et chaussées, officier de la Légion d'honneur, avec Mme Julie Bassetti.

M. F. Bienvenu est un des plus éminents ingénieurs de la Ville. C'est sous sa direction que fut construit le funiculaire de Belleville. Il est aujourd'hui chef du service technique du Métropolitain.

**AU PAYS DU SOLEIL**  
— Le prince héritier Bernard de Saxe-Meiningen et sa femme la princesse Charlotte de Prusse, sœur de l'empereur d'Allemagne, ont quitté Cannes hier soir pour se rendre à Francfort. Ils étaient accompagnés du baron Roder de Diebhorst.

Le préfet des Alpes-Maritimes et Mlle de Joly, MM. Hauptet, Fourchon, le maire de Capron et d'autres fonctionnaires les ont salués à la gare.

**DEUIL**  
— Les obsèques de Mme Maurice Spronck, femme du député de la Seine, avocat à la Cour, ont été célébrées hier matin en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois.

Le deuil était conduit par M. Maurice Spronck, mari de la défunte ; M. Jean Spronck son fils ; M. Edouard Vaur, son père ; M. Hauser, son beau-frère ; M. Pierre et Jacques Hauser, ses neveux ; M. Emile Fosse, son oncle ; MM. Emile Moineau, Gabriel Poupardin, Carlet, de la Roche, Henri Claude et Pierre Bouchon, ses cousins.

Dans la nombreuse assistance : M. René Domic, Albert Vandal, Etienne Lamy, le général Niox, de Selves, préfet de la Seine ; Berthoulet, de Lavignas, A. Gauvain, baron Gérard, Jules Roche, colonel Allaire, Bonhomme, France, baron de Camille, Canby, Gail, Cailaux, Chamaet, comte André Martinet, Vigeant, Madeline, Ernest Blot, Fromentin, de Moro-Ginier, Camille Rousset, Rumeau, Eugène Chaumet, Eugène Ripault, Ed. Payen, Maurice Muret, Maurice Demaison, Franklin, Henry Grénet, Edouard Saradin, H. Dide, Achille, syndic du Conseil municipal ; François Froment-Meurice, Anquetin, de La Chapelle, Morillon, Ernest Vanquelin, de Monade, Séis, Gandolph, Balby, Peyras, Brunet, Avonde, Clément Vautel, Montazel, Carbonelle, comte de Rougé, etc.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise.

— Les obsèques de M. Girault, sénateur du Cher, seront célébrées aujourd'hui à Bruc-Allichamps.

**A l'Etranger**  
Un démenti  
Saint-Petersbourg, 17 avril.

Une nouvelle s'est répandue dans les journaux étrangers que la Russie, l'Angleterre et les Etats-Unis élaboraient une entente politique. Elle est dénuée de fondement.

Les trois puissances discutent seulement un règlement concernant la chasse et les pêcheries dans les eaux de l'Océan Glacial et du Pacifique.

**A Corfou**  
Corfou, 17 avril.

Le yacht impérial allemand *Hohenzollern* est arrivé ce matin, à onze heures, des qu'il eut jeté l'ancre devant le palais royal, le roi de Grèce, la princesse royale et la grande-duchesse Georges Michailovitch sont montés à bord pour saluer les souverains allemands qui les ont retenus à déjeuner.

L'empereur et l'impératrice, après le déjeuner, sont allés rendre visite à leurs augustes hôtes qui les avaient précédés, et après qu'ils se sont rendus à l'Académie.

**COURTES DÉPÊCHES**  
— Les souverains anglais sont arrivés hier dans l'après-midi à Gènes et se sont embarqués sur le yacht royal *Victoria-Albert* qui doit prendre la mer ce matin.

— Le prince impérial allemand est parti hier de Potsdam pour Bucarest.

— M. Hjalmar Hammerskjöld, président

du Tribunal d'arbitrage du litige franco-allemand de Casablanca, est arrivé à La Haye.

Six ouvriers qui travaillaient aux fouilles à Messine ont été ensevelis sous un mur écroulé. On a pu sauver des débris trois d'entre eux qui sont blessés et ont été transportés à l'hôpital.

Siciznoki, le meurtrier du comte Potocki, gouverneur de la Galicie, a été condamné à mort.

L'explosion des bombes du Ferrol n'a fait aucune victime, mais une maison a été détruite. On a retrouvé deux bombes qui n'avaient pas éclaté. Plusieurs arrestations ont été faites.

Une forte secousse de tremblement de terre a été ressentie vendredi soir à Brancaloney ; il n'y a eu aucun accident.

Un incendie a détruit à San Francisco un hôtel dans lequel logeaient 300 ouvriers, dont 20 ont disparu et un grand nombre ont été blessés.

**Figaro à Londres**  
Les libéraux ont failli perdre le siège d'Edimbourg à l'élection partielle d'hier. Le lord prévost d'Edimbourg, M. J. P. Gibson, candidat libéral, a été élu avec 458 voix de majorité. Aux élections générales de 1906, la majorité libérale était de 4,174 voix.

On annonce la mort du Rév. Thomas Wilkin, évêque catholique de Newcastle et Hexham. Né en 1835, il avait été consacré évêque en 1888.

Le docteur Simon Snell, président de la British Medical Association, vient de mourir à Sheffield. — J. COUDRIER.

**NOTES DE LA PLATA**  
Les progrès de l'Argentine et l'Uruguay. — Nous avons en l'autre jour l'agréable occasion d'entendre M. Augusto J. Collo, le directeur général du Banco Español del Rio de la Plata, exprimer les impressions qu'il a rapportées de son voyage en Amérique du Sud. En voici le résumé :

« Malgré ce que l'on écrit et dit sur le développement rapide et admirable de certains pays sud-américains, notamment de l'Argentine et de l'Uruguay, rien ne saurait donner l'impression que l'on ressent en voyageant, on est étonné de la situation et de leurs progrès continus. Mon précédent voyage a eu lieu il y a deux ans. Aussi ai-je été dernièrement très frappé de constater le résultat obtenu, en si peu de temps, par l'esprit d'initiative et de progrès de leurs habitants. Là, les industries mères, l'agriculture et l'élevage, se trouvent dans une situation prospère, tandis que les ressources du pays, en fait, commencent seulement à se développer.

« Le raffinement du bétail s'accomplit d'une façon surprenante. Dans certaines fermes, j'ai eu l'occasion de voir des produits pur sang d'un type très beau et dont la finesse et la qualité pourraient rivaliser avec les meilleurs modèles des marchés européens. Les éleveurs occupent avec ardeur le perfectionnement du bétail. Leurs sacrifices matériels dans ce sens sont largement récompensés par les splendides résultats qu'ils obtiennent.

« L'industrie auxiliaire de la conservation des viandes pour l'exportation prend chaque jour plus d'essor. A ce propos, il y a lieu de signaler l'acquisition de plusieurs frigorifiques argentins par des Nord-Américains, ce qui prouve clairement que le marché des Etats-Unis, pays adonné à cette même industrie, ouvre ses portes à la production sud-américaine.

« L'industrie agricole, dont les résultats sont universellement connus, progresse, elle aussi, à pas de géant. L'aire de culture augmente d'année en année considérablement, et cette extension des zones cultivées réduit de beaucoup les risques des récoltes pour causes atmosphériques, telles que la sécheresse, les gelées, la grêle, etc. D'un autre côté, on combat d'une façon persistante et efficace la sauterelle ; les dégâts produits par ce fléau sont de plus en plus enrayés. Le rendement de la récolte des céréales continue donc en progression.

« Par suite de cet accroissement continu de zones cultivées, le travail s'exerce d'une manière bienfaisante sur de grandes étendues de terre.

« L'exploitation de la terre fait surgir la richesse dans des régions naguère vierges de tout effort industriel.

« L'évolution de la colonisation et l'utilisation des terres se poursuivent graduellement et avec méthode ; on les met en condition de produire et on poursuit en même temps le développement des lignes ferrées, qui sont les débouchés de la production et constituent des éléments précieux du développement de l'activité de ces régions fertiles. Si l'on considère que sur 104 millions d'hectares de terres labourables et propres à être cultivées, il existe seulement 45 millions d'hectares utilisés par l'agriculture, on peut juger de l'avenir réservé à l'industrie agricole de ce pays. Et il y a encore lieu de tenir compte des 400 millions d'hectares propres à l'élevage, qui le seront aussi plus tard à l'agriculture.

« Les terres, dans ce pays, se valorisent suivant leur capacité productive, en sorte que la richesse générale s'accroît par rapport à l'effort dépensé.

« Cette évolution vers l'étendue a déterminé la décentralisation de l'activité au grand bénéfice des pays, car on ne peut comparer l'Argentine à un organisme hydrocéphale, à un corps débile ayant une énorme tête qui concentrait toutes les énergies et qui, par là, déclinait un danger de congestion.

« Cette crainte aujourd'hui a disparu, en ce qu'il existe de grandes populations urbaines actives et en développement. L'activité d'une région sans être tributaire de la métropole. Les villes de Rosario, Bahia, Blanca, Mendoza, Tucuman, Cordoba et beaucoup d'autres sont de grands centres de travail, en pleine prospérité et progressant sans cesse. Mais la décentralisation va plus loin encore, puisque dans la région la plus active, dans la province de Buenos-Aires, il existe de nombreuses villes qui constituent autant de centres de travail et qui développent un effort propre et fécond dans des conditions d'indépendance, à quoi a contribué, en majeure partie, la diffusion des secourables des grands établissements de crédit, notamment du Banco de la Nacion Argentina et du Banco Español del Rio de la Plata.

« Le progrès que l'on constate dans tous les ordres de l'activité de ce pays, et de l'excellente situation financière est le résultat, se reflète aussi dans le remarquable progrès matériel que l'observateur le moins perspicace ne peut méconnaître de voir. Celui qui a visité Buenos-Aires et Montevideo ces dernières années et qui maintenant réitère sa visite constatera assurément et le grand esprit d'initiative qui y règne et les progrès visibles qui, grâce à cet esprit insatiable, ont été réalisés.

« L'exemple de l'initiative particulière cherchant à renseigner l'Europe sur l'action progressive de l'effort obstiné de ces pays et sur

ses résultats, démontrés d'une façon indubitable dans des documents officiels, a été profitable.

« La République Argentine qui, avec l'Uruguay et le Brésil, marche à la tête du progrès sud-américain, célébrera l'année prochaine le premier centenaire de son indépendance. Heureux les peuples qui comme elle commémorent les gloires de la patrie, en pleine ambiance de vie et de prospérité, avec l'espoir bien justifié d'un avenir souriant !

Telles ont été les vues que M. Auguste J. Collo nous a fait connaître.

**Eugenio Garzon.**  
**A propos du baron d'Érenthal**

J'ai reçu de notre éminent collaborateur, M. E. Melchior de Vogüé, le billet suivant, au sujet de mon récent article sur le baron d'Érenthal :

Mon cher confrère,

J'ai lu ces jours-ci avec un vif intérêt votre article sur d'Érenthal. Le rapprochement avec Disraeli est d'une vue très fine, à cette différence près, pourtant, qu'il y avait chez Disraeli un grand romancier, un imaginaire aux vastes rêves qu'il n'y aura jamais chez le réaliste autrichien. — Tout est juste et exact dans votre étude sur l'homme du jour, sauf cette phrase : « Nul n'a jamais pris la peine de dire que l'homme du jour n'est qu'un homme. » Si vous avez un jour cinq minutes pour feuilleter la collection du *Journal des Débats*, vous y trouverez dans le numéro du mercredi 7 novembre 1906, un article où quelqu'un qui connaissait d'Érenthal depuis trente-cinq ans essayait de dire à nos compatriotes « qui était et qui serait » l'inconnu promu la veille au poste si faiblement occupé par Goluchowski. L'article en question annonçait l'entrée en scène d'un homme de valeur avec qui il faudra compter... On y lisait : « Je serais bien surpris si le nouveau ministre se contentait d'être, suivant la formule faneuse, « un brillant second » ; s'il ne marquait pas sa place aux premiers rangs de la politique européenne. » Tel était le thème dont vous trouvez le développement dans les *Débats* de 1906.

*Sed scripta volant...*  
E. M. DE VOGÜÉ.

Je me suis reporté à l'article de M. E. M. de Vogüé, qui m'avait malheureusement échappé, lors de son apparition. J'ai constaté qu'il contenait, en effet, des avertissements prophétiques sur la personnalité du baron d'Érenthal et sur les conséquences que sa venue au pouvoir déterminerait vraisemblablement dans la politique européenne. M. de Vogüé, qui avait suivi attentivement la carrière du nouveau ministre, prévoyait dès le premier jour, et d'une manière absolument pénétrante, que, sous une telle direction, la diplomatie autrichienne allait certainement faire une autre figure dans le monde, qu'une originalité plus grande et une plus grande énergie ne manqueraient pas de lui être immédiatement imprimées.

**R. R.**  
**LES**  
**Fêtes de Jeanne d'Arc**

(De notre envoyé spécial)  
Rome, 17 avril.

Soixante-dix évêques français étaient attendus à Rome pour la béatification de Jeanne d'Arc ; soixante-sept sont venus. Sur les trois mandats, deux, NN. SS. Herscher, de Langres, et Chlepper, de Tarbes, se sont excusés ; le troisième, Mgr Arel, d'Angoulême, arrivera peut-être ce soir. C'est en somme l'unanimité morale de l'épiscopat de France qui sera demain à Saint-Pierre.

Et si l'on songe, d'autre part, que quarante mille pèlerins français sont actuellement dans les hôtels de la Ville Eternelle, il est impossible de dénier aux fêtes religieuses qui se préparent, — et d'où il convenait de bannir toute préoccupation d'ordre politique, — le caractère hautement national qu'il ne convenait pas moins de leur donner.

Je n'en ai été que plus attristé ce matin, lorsqu'en entrant à huit heures à Saint-Pierre-ès-Liens, ancienne église cardinale de l'évêque d'Autun, pour y assister à l'inauguration du monument érigé à la mémoire du cardinal Perraud par les mains pieuses de son successeur, Mgr Villard, et de son ancien vicaire général, Mgr Gauthier, aujourd'hui évêque de Nevers, j'ai vu cette église vide.

On avait disposé autour de l'autel de la Confession quelques fauteuils pour les évêques, que l'on croyait désireux de rendre, par leur présence à cette cérémonie inaugurative, hommage à la mémoire de l'illustre primat de l'Eglise. Inutile précaution. Pas un évêque n'était là, en dehors du célébrant et du prédicateur ; le clergé même de l'église brillait unanimement par son absence. Et quant aux fidèles, j'en ai compté, formant un maigre demi-cercle autour de la Confession, une cinquantaine, soit un pour mille environ de nos pèlerins et de la colonie française.

Je dois ajouter, à titre de décharge, qu'à la même heure avait lieu à Sainte-Marie-Majeure une cérémonie présidée par S. Gr. l'archevêque de Paris, qui y prononça, m'a-t-on dit — et je n'ai aucune peine à le croire — un admirable discours. Mais comment n'a-t-on pu éviter une si fâcheuse coïncidence ? La cérémonie de Sainte-Marie-Majeure n'avait aucun intérêt spécial, sauf l'attribution de la Confession, que nos compatriotes auraient aussi bien pu visiter un autre jour, et l'éloquence de Mgr Amette, qu'on toute autre occasion j'aurais été heureux de goûter, tandis qu'à Saint-Pierre-ès-Liens était l'Eglise et c'était la France qu'il s'agissait d'honorer dans un évêque qui n'a pas fait moins d'honneur à la France qu'à l'Eglise.

Le monument du cardinal Perraud est extrêmement simple. Il se compose d'une plaque de marbre, au-dessus de laquelle on a attaché le portrait du défunt ; sur la plaque est gravée une inscription latine, rappelant que le cardinal Perraud fut évêque d'Autun, membre de l'Académie française, supérieur général de la congrégation de l'Oratoire. Cette inscription loue sa doctrine et son éloquence, sa piété et la gravité de ses mœurs, le zèle avec lequel il vengea, sous les auspices de Léon XII, la liberté humaine :

*Rumane libertatis, auspice Leone XIII, vindicta cernimur...*  
Par ces mots, l'auteur a voulu, sans doute, faire mémoire de la noble cam-

pagne, entreprise naguère par Mgr Perraud, en faveur de l'Irlande et de la Pologne, et encore de son dévouement à l'œuvre antislavagiste, fondée par le cardinal Lavergne, et aux destinées de laquelle l'évêque d'Autun a présidé pendant de nombreuses années. Enfin, l'inscription proclame que, par tous ses mérites éminents, le cardinal Perraud fut l'honneur de l'Eglise de France.

Lorsque Mgr Villard eut achevé de dire la messe à l'autel de la Confession, Mgr Gauthier prit la parole. La petite assistance s'était transportée au pied même du monument, lequel fait face à l'admirable Moïse de Michel-Ange. Au premier rang se trouvait Mgr Baudrillart, l'éminent recteur de l'Institut catholique de Paris et ancien Oratorien. L'évêque de Nevers fit remarquer avec finesse et une nuance de regret que cette inauguration avait lieu pour ainsi dire en famille et, pour ne pas faire, à proprement parler, un panégyrique, qui eût un peu détonné devant un auditoire si restreint, il s'attacha exclusivement aux souvenirs romains du cardinal Perraud.

Il raconta que le futur Prince de l'Eglise était venu à Rome pour la première fois en 1855 avec le P. Petetot, qu'il aimait tout de suite cette ville incomparable et qu'il se plaisait parfois à réciter son bréviaire au Colisée, sur cette terre arrosée du sang de tant de martyrs. Il dit ensuite l'affection profonde que Léon XIII avait vouée à l'évêque d'Autun, et combien laborieuse fut l'élévation de ce dernier au cardinalat. C'est à lui-même, Mgr Gauthier, que Léon XIII adressa un jour ces paroles que l'on a citées plus d'une fois : « Votre cardinal, je l'ai porté deux ans dans mon cœur. » Et en effet, Mgr Perraud était réservé *in petto* depuis deux ans, lorsque l'accord se fit, après mille obstacles, sur sa création cardinale, entre le gouvernement français et le Saint-Siège.

Enfin Mgr Gauthier parla du rôle important joué au Conclave par le cardinal évêque d'Autun, dont la protestation indignée contre le veto de l'Autriche fut sans doute l'une des causes qui déterminèrent Pie X à assurer pour l'avenir la liberté du Sacré Collège pour l'élection du Pape.

Voici maintenant quelques indications relatives au programme des fêtes. Il comprend, en premier lieu, une cérémonie à Saint-Pierre, au début de laquelle l'œuvre sera donnée du décret de béatification de Jeanne d'Arc. Cette cérémonie aura lieu demain matin. C'est la cérémonie essentielle, et cependant le Pape n'y assistera pas.

Beaucoup de nos pèlerins s'en étonnent, je pourrais même dire s'en scandaliser. Ils ont bien tort ; jamais, en effet, le Pape n'assiste à une béatification. Il se contente de descendre, l'après-midi du même jour, dans la basilique du Vatican, pour y vénérer les reliques du nouveau bienheureux. C'est ce qu'il fera demain, à cela près qu'il ne pourra vénérer les reliques de Jeanne d'Arc, puisqu'il n'en existe point. Il ne vénéra pas les reliques de Jeanne d'Arc, mais il priera devant son image et donnera le Salut du Saint-Sacrement. On ne s'arrache pas moins les billets pour cette seconde fonction, selon le terme usité à Rome, que pour la première.

A l'heure même où s'achèvera la lecture du décret de béatification, les cloches de Saint-Pierre annonceront à la ville la bonne nouvelle. Dès le lendemain s'ouvrira à Saint-Louis-des-Français le triduum consécutif à toute béatification, et que certains auraient préféré que l'on célébrât ailleurs que dans notre Eglise nationale, à cause des relations qui existent encore entre celle-ci et le gouvernement de Paris.

Il faut signaler à ce propos la campagne vraiment extraordinaire qui a été dirigée contre Mgr Guthlin, le très distingué et très aimable recteur de Saint-Louis que l'on a accusé de concurrencer par des fêtes laïques celles de Saint-Pierre. Les fêtes laïques de Saint-Louis se composeront d'offices liturgiques au cours desquels le panégyrique de la nouvelle bienheureuse sera prononcé tour à tour par Mgr Foucault, évêque de Saint-Dié, Mgr Touchet, évêque d'Orléans, et le cardinal Lugon, archevêque de Reims, qu'on ne saurait je crois, accuser de complicité dans les noirs desseins prêtés à Mgr Guthlin.

Ces trois prélats sont les ordinaires des trois diocèses français le plus directement intéressés à la glorification de Jeanne d'Arc, et ce n'est d'ailleurs pas le recteur de Saint-Louis qui les a invités à prêcher dans son église.

Son église, il l'a tout simplement prêtée, pour la circonstance, aux postulants de la cause de l'héroïne, c'est-à-dire à Mgr Touchet et M. Hertzog, procureur de Saint-Sulpice. C'est au nom de la postulation que tout se fait à Saint-Louis ; mais il est vrai que Mgr Guthlin s'est chargé, avec beaucoup de dévouement, de toute l'organisation matérielle, et qu'il s'acquitte de cette besogne, dont on ne soupçonne pas les difficultés, avec un zèle éclairé et une infatigable bonne humeur.

Quant au choix que les postulants ont fait de Saint-Louis pour ce triduum, non seulement il est justifié aisément, mais on peut dire qu'il s'imposait précisément à cause du caractère national de cette église. Jeanne d'Arc appartenait à la France tout entière. Et puisque nous avons à Rome une église nationale, c'est là, et non pas ailleurs, que le triduum obligatoire devait être célébré. J'ajoute qu'il y a aussi trois autres églises françaises : Saint-Nicolas-de-Lorraine, Saint-Charles-Bourguignon et la Trinité-des-Monts, où l'on célébrera pendant le triduum la messe de la Bienheureuse, — cela par une faveur spéciale que le Saint-Père a accordée, contrairement à la tradition, parce qu'il est bien évident pour tous qu'il ne s'agit pas d'une béatification ordinaire, aucun autre événement du même genre n'ayant jamais attiré à Rome l'épiscopat de tout un pays et une telle affluence de nationaux.

Pie X a de même, et pour la même raison, accordé à toutes les paroisses françaises le droit de célébrer, dans le courant de l'année, un triduum en l'honneur de Jeanne d'Arc, et cela, encore, est tout à fait exceptionnel.

Pour finir, un trait amusant : on veut de publier une brochure d'origine anglaise, où l'auteur s'efforce de démontrer que Jeanne d'Arc n'appartient à aucune des trois nations qui ont fait la France, mais qu'elle appartient à toutes les trois.

ment par sa naissance à la France, mais à l'Italie, sa famille étant originaire de Mantoue.

**Julien de Narfon.**  
Le duc d'Orléans a tenu à se faire représenter à Rome aux cérémonies de la Béatification de Jeanne d'Arc par S. A. R. le duc d'Alençon et par deux délégués de son Conseil, le général Récamier et le comte de Mayol de Lupé.

Voici le texte de la lettre adressée à Mgr le duc d'Alençon par le chef de la Maison de France :

Woodnorton, 9 avril 1909.  
Mon cher oncle,

En vous chargeant de me représenter à Rome pendant les fêtes de la Béatification de Jeanne d'Arc, je vous prie de porter au Saint-Père la lettre que je lui écris à cette occasion.

Ainsi que l'a dit mon père, « notre grande libératrice appartient à tous les Français ». Oui, elle leur appartient à tous, parce que la France est à eux tous, et que, sans Jeanne, depuis bientôt cinq siècles, la France n'existerait plus.

Mais si Jeanne nous a conservé une patrie, c'est parce qu'elle fut catholique et royaliste, c'est sur l'ordre de Dieu et par le Roi.

Relais par ses vœux, elle considéra que la première et l'indispensable condition du succès était d'abord de restaurer dans sa dignité et dans sa puissance celui qui seul représentait, avec la tradition, l'autorité et l'unité nationale.

Jeanne alla au Roi, au Roi vaincu, abandonné de presque tous, en qui seulement une poignée de fidèles espérait encore.

Elle proclama à la face du monde que tout ce que l'on ferait serait inutile tant que le Roi ne serait pas reconnu par ceux qui croyaient toujours à la France, tant que cette reconnaissance ne serait pas scellée du sceau divin.

Et de ce vaincu, Jeanne a fait le roi appelé par l'histoire le Victorieux, mais qui ne se contenta pas de vaincre, et put encore, grâce à son infatigable labeur, relever les ruines accumulées sur le sol national, plus encore par les divisions entre Français que par la défaite.

Il appartient aujourd'hui à l'héritier de ses droits de rendre grâce au Saint-Père d'avoir donné à la France un gage d'espoir en mettant Jeanne sur les autels.

Je le fais non seulement au nom de notre Maison, mais aussi au nom de ce peuple français dont Jeanne était la fille. C'est en elle que s'incarnent la foi religieuse et la fidélité monarchique, et c'est par elle que le pays fut sauvé.

Croyez-moi toujours, mon cher oncle, votre neveu affectueux.

PHILIPPE.

**Esperantistes**  
On ne parle plus latin en Sorbonne, mais on y parlera tout à l'heure *esperanto*.

La Fédération parisienne *esperantiste* y tiendra son assemblée annuelle, et des prix seront solennellement distribués, sous les auspices et en présence d'une élite de savants, aux meilleurs disciples parisiens de Zamenhof.

Ces disciples sont nombreux, et leur nombre ne s'accroît pas qu'à Paris. L'*esperanto* compte, en province, des adeptes fervents et dont la propagande rallie d'année en année, autour du nouveau vocabulaire une armée toujours grossissante d'amateurs.

On ne compte pas en France, à cette heure, moins de cent quatre-vingt-quatorze sociétés *esperantistes* !

A dire vrai, c'est chez nous qu'elles sont le plus nombreuses ; mais cela ne signifie pas que le nombre d'*esperantistes* pratiquants soit moins important en d'autres pays que dans le nôtre. En Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon, certaines sociétés comptent des effectifs considérables.

Cela est l'œuvre d'une propagande toute récente, — qui prit son essor en 1904, après le premier congrès *esperantiste* international de Boulogne-sur-Mer.

L'étonnante assemblée ! Ils étaient là sept ou huit cents, hommes et femmes, venus de tous pays, et qui se rencontraient pour la première fois. La ville de Boulogne avait été choisie parce que c'était, en France, celle où la langue nouvelle avait le plus rapidement et le plus brillamment réussi. A cette époque déjà, la mention : *Oni parlas esperanto* figurait aux devantures de maintes boutiques, à côté de l'autre : *English spoken* ; et l'on ne s'étonnait point de trouver, à la quatrième page des journaux locaux, cette annonce : « On demande un jeune homme sachant parler *esperanto*... »

Le docteur Zamenhof était venu de Varsovie assister à ce congrès. Mme Zamenhof y était venue aussi. Mme Zamenhof ne connaissait que deux langues : celle qu'avait inventée son mari, et le polonais. Le polonais est une langue qui, en voyage, sert peu. Mme Zamenhof parlait donc *esperanto* ; et c'est en *esperanto* que joyeusement, bruyamment, venaient converser avec elle au restaurant, dans les rues, au théâtre, une trentaine, de jeunes filles et de dames de tout âge, — Russes, Anglaises, Françaises, Norvégiennes, Espagnoles, Allemandes, Hollandaises, entre lesquelles la langue merveilleuse créait tout à coup comme un lien d'intelligence et d'amitié ! C'était le plus amusant et le plus émouvant spectacle qu'on put imaginer, et les septuagénaires qui en étaient témoins eurent vite le sentiment qu'ils assistaient à la naissance d'une chose considérable.

Il n'y avait guère à cette époque-là dans le monde entier que 200 groupes *esperantistes*. Au congrès de Genève, l'année suivante, le nombre avait presque doublé ; au congrès de Cambridge, en 1907, une statistique précise était publiée : 639 groupes étaient formés (il y a dix mois, par conséquent), on en comptait 928, ainsi répartis : France, 194 ; Angleterre, 151 ; Espagne, 85 ; Allemagne, 72 ; Etats-Unis, 61 ; Autriche-Hongrie, 51 ; Suisse, 49 ; Suède et Norvège, 43 ; Russie, 42 ; Amérique du Sud, 40 ; Belgique, 33 ; Bulgarie et Roumanie, 22 ; Asie (principalement au Japon), 22 ; Océanie, 17 ; Afrique, 14 ; Italie, 9 ; Danemark, 9.



gligé, délaissé, presque abandonné ? C'est ce que n'arrivent pas à comprendre ses partisans. Ils sont stupéfaits, et en même temps attristés, de l'aberration inimaginable que nos gouvernants ont eue en se refusant à profiter de la situation si heureusement créée par la nature, en restreignant sans cesse la dotation de l'arsenal, au point de le laisser manquer même du nécessaire, en laissant ses ateliers inoccupés, en faisant peu à peu le vide dans ses magasins, en désarmant certaines batteries ou foras, commandant les abords des rades, et finalement en consommant la déchéance d'un port de guerre qu'il eût fallu, au contraire, entretenir toujours en pleine activité. Et les partisans de Rochefort citent avec envie ce que les Anglais ont fait de Chatham, sur la Medway.

Mais, dit-on, la Charente est inaccessible aux grands navires à cause des vases qui l'encombrent et il faudrait consacrer, peut-être inutilement, des sommes énormes à l'approfondir. Il y a dans ces deux assertions une exagération oratoire. Dans l'état actuel des choses, un bâtiment calant 7 mètres peut circuler dans la Charente durant 694 marées sur 710 marées annuelles; un bâtiment calant 7 mètres 65 peut y circuler durant 373 marées. Enfin la direction des travaux hydrauliques a calculé que pour faire remonter à Rochefort des bâtiments de 150 mètres de longueur et de 9 mètres de tirant d'eau — ce qui est un maximum — il faudrait dépenser moins de cinq millions de francs. Cela n'a rien d'excessif. Lorsque le travail de débâtellement était effectué, il suffisait à un bateau dragueur et à un bateau affouilleur — qui existent — de travailler quelques jours par mois pour maintenir les fonds au niveau voulu.

Un bassin de radoub pouvant recevoir des navires de 150 mètres de longueur nécessiterait une dépense de 5 millions en chiffres ronds. Est-ce là encore une dépense colossale ? Personne n'oserait le soutenir.

On dit aussi que l'arsenal de Rochefort est trop éloigné de la mer, parce qu'il s'en trouve à 18 kilomètres. Si c'est un avantage incontestable au point de vue de la sécurité contre les bombardements venant du large, ce peut être un inconvénient au point de vue de la rapidité des communications entre l'arsenal et les rades. Mais le remède est aisé à trouver. Il consiste à achever la construction des 1.700 mètres de voie ferrée, qui relierait la Fumée à la pointe d'Enet, construction classée, par une loi de 1870, dans le réseau complémentaire des chemins de fer d'intérêt général, mais qui fut ajournée, en juin 1887, par le ministre des travaux publics, quoique les rails fussent déjà rendus sur le terrain. Ils furent, en 1891, vendus comme vieille ferraille, sans avoir été utilisés ! et ils servent aujourd'hui de tins dans les chais des viticulteurs charentais.

Que les 1.700 mètres de chemin de fer soient faits et les wagons circuleront en une demi-heure entre Rochefort et les rades de la Charente. Dès lors, si de trop gros bâtiments ne pouvaient remonter la rivière, il serait possible, en les mouillant devant la pointe d'Enet, de les ravitailler commodément puisque le chemin de fer leur apporterait sans retard, le charbon, les vivres et les munitions provenant de l'arsenal.

On pourrait même les y réparer en cas de besoin. Ne sait-on pas qu'à Port-Arthur, sans avoir de bassins et ne disposant que de ressources insuffisantes, les Russes ont pu réparer, sous le feu de l'ennemi, une grande escadre, qu'ils ont mise en état non seulement de reprendre la mer, mais bien d'affronter le combat et de résister à de nouvelles avaries ?

Les adversaires de Rochefort déclarent encore que la construction y est lente et onéreuse. C'est une erreur, riposte-t-on dans le camp adverse, où l'on cite des chiffres significatifs, qui démontrent que dans plusieurs circonstances récentes Rochefort a pu exécuter, avec toute la

rapidité requise, des travaux de réparation et de construction. Il faut reconnaître cependant que cette rapidité n'a été que l'exception, mais c'est uniquement parce que, de propos délibéré, on a dégradié Rochefort des matières indispensables et qu'on ne l'a pas pourvu d'outillage mécanique suffisant. Sans doute encore les frais généraux y sont trop élevés en raison des services rendus. Mais à qui la faute, sinon à ceux qui avant le pouvoir de distribuer les travaux, d'augmenter le produit de l'arsenal et de diminuer par cela même la proportionnalité des frais généraux, ne s'en soucient nullement ? Ils savent que Rochefort, dans l'état actuel, pourrait construire des croiseurs moyens et des éclaireurs d'escadre ? Ils ne lui en confient aucun. Les frais généraux se répartissent sur un nombre trop limité de travaux ressortant naturellement très supérieurs à ce qu'ils seraient si l'on procédait autrement.

Les cales de constructions sont vides, les ateliers presque en chômage. Et pourtant, depuis quelques années, Rochefort s'est spécialisé dans la construction des contre-torpilleurs et des sous-marins. Or, douze contre-torpilleurs ont été commandés récemment. Rochefort n'en a pas reçu un seul. Et ses 1.800 ouvriers se croisent les bras ! Et l'on s'étonne, après cela, de la quotité de ses frais généraux ! Donnez à Rochefort l'outillage qui lui manque, les commandes qu'il peut exécuter, et le rendement de l'arsenal redeviendra immédiatement normal.

Comme on l'a vu plus haut, tous ceux qui ont écrit ou parlé contre Rochefort n'ont pas demandé sa suppression intégrale. Beaucoup se sont contentés de prôner sa réduction à un rôle restreint, qui ne légitimerait plus son maintien comme chef-lieu d'un grand commandement maritime avec un vice-amiral préfet maritime à sa tête et tous les services militaires, administratifs ou autres, que comporte un port de guerre de plein exercice. On pourrait ainsi, dit-on, diminuer dans une proportion appréciable les dépenses et réaliser ainsi une économie sensible pour le budget.

Tel n'est pas l'avis des partisans de Rochefort. Ils soutiennent que si l'on réduit les services du port, on ne réduira pas pour cela l'effectif général des cadres d'officiers, de commissaires, d'ingénieurs, etc., et ils estiment que l'économie, ne portant que sur la suppression de quelques frais de bureaux ou de frais de représentation, sera presque insignifiante. Ils s'élèvent pour la même raison contre la suppression projetée de l'Ecole de médecine navale, dont Rochefort est justement fière à cause de son passé scientifique, et qui assure à la marine une bonne partie du recrutement de ses médecins. Ils ont calculé que la suppression de cette Ecole ne rapporterait que 4.320 francs et ils demandent si, pour économiser une telle somme, il faut fermer un établissement utile et qui a fait ses preuves.

Tel est l'ensemble des arguments que présentent et que défendent avec une rare ardeur les partisans de Rochefort. Résumons-les, pour conclure.

A part Brest (qui peut être, bloqué en temps de guerre), les rades de la Charente sont le seul point de la côte de l'Atlantique où une escadre française pourra, après une rencontre, venir se réfugier. L'arsenal, établi bien loin en arrière du front de défense est dans une sécurité absolue et fait de ces rades une base d'opérations parfaite. Pour que cette base réponde à ce qu'on doit en attendre, il faut : maintenir à l'état d'armement les ouvrages des îles d'Aix, de Ré et d'Oléron ; entretenir la Charente à une profondeur convenable ; prolonger de quelques centaines de mètres un chemin de fer déjà existant ; utiliser convenablement en temps de paix le personnel ouvrier de l'arsenal en lui confiant le travail qu'il peut exécuter et en le munissant d'un outillage approprié aux besoins d'une marine moderne.

Pour cette mise en état de Rochefort et de ses abords, il n'en coûterait au pays que des dépenses relativement peu élevées, que le souci de la défense nationale impose à ceux qui nous dirigent. Les nombreuses attaques dont ce point de notre littoral a été l'objet, au cours de toutes les guerres maritimes, prouvent son extrême importance. L'abandonner serait une lourde faute, dont nos escadres pourraient avoir à pâtir, puisqu'elles seraient privées d'un sûr refuge, le cas échéant, et puisque nos ennemis ne manqueraient pas de profiter de l'abandon qu'on leur aurait laissé les rades de la Charente pour les occuper contre nous-mêmes.

Ainsi pensent les partisans de Rochefort. Qui donc, parmi leurs adversaires, ne se sentira pas un peu ébranlé par tant de raisons valables ?...

Marc Landry.

## LES REVUES

La Revue hebdomadaire, numéros des 3, 10 et 17 avril. — Paul Bourget, de l'Académie française : Barbey d'Aurevilly ; René Doumic, de l'Académie française : George Sand, le théâtre de George Sand et la Vie à Nohant ; le génie de l'écrivain, l'actualité de son œuvre ; comte d'Haussonville, de l'Académie française : Lettres inédites de La Mennais ; Mgr Baudrillard, recteur de l'Institut catholique de Paris : Frédéric Ozanam ; André Liechtenberger : roman, *Libelle* ; duchesse de Dino : Extraits de la chronique publiée dans la Revue hebdomadaire ; Louis Gossy : la Dentelle en France ; Arsène Vermenouze, Léonce Depont, Robert Valléry-Radot : Poésies ; François Legrix : Deux témoignages sur Port-Royal. — La Revue hebdomadaire annonce la publication d'une enquête sur le Dépeuplement en France ; cette enquête, comme celle qui parut l'année dernière sur la crise du Parlement, donnera lieu à plusieurs articles. Le premier sera signé par M. de Foville, de l'Institut. Dans son prochain numéro, la Revue hebdomadaire commencera la publication du nouveau roman de M. Louis Bertrand, *les Bains de Phalaris*. Dans sa partie illustrée, la Revue hebdomadaire a publié une série de gravures de la Charente, par George Sand (G. Sand d'après Couture, G. Sand par Nadar, fac-similé d'une lettre de G. Sand à Buloz, le Tombeau de George Sand, G. Sand par Clésinger et G. Sand par Sicard) ; la Mort de saint François d'Assise par Benedetto de Majano, par Benozzo Gozzoli, par Giotto et par Verrocchio ; *Château de la Malmaison*, par Lévy, gravures de Barbey d'Aurevilly par Noxon ; Buste de Rodin ; Moulage de Barbey d'Aurevilly ; fac-similé d'autographes de Jules Barbey d'Aurevilly ; la Chambre de Barbey d'Aurevilly ; les portraits des confédérés de la Société des Conférences ; M. Jules Aicard, de l'Académie française ; le marquis Costa de Beauregard, en 1870, 1871, 1890 ; La Mennais, par Schéfer ; huit gravures sur Jeanne d'Arc, tirées des *Vieilles de la France* de Charles VII, de Martial d'Auvergne ; le Meeting de Monaco ; le Concours hippique. — La Revue hebdomadaire ne publie que de l'actualité. Prix de l'abonnement : 12 mois, 30 francs ; 6 mois, 16 fr. 50 ; 3 mois, 9 fr. 50. — Emission : 25 fr., 43 fr., 7 fr. — Librairie Plon, 8, rue Garancière.

## JOURNAUX ET REVUES

### La tristesse des radicaux

M. Steeg, dans la *Lanterne*, raconte l'« impertinence » des socialistes. Certes, les radicaux la connaissent !... M. Steeg se demande si « un vent de mégalomanie » n'a point passé sur le collectivisme.

Les radicaux offrent aux socialistes leur alliance. Et les socialistes, sans politesse aucune, ont l'air de penser à autre chose. M. Steeg en est réduit à attendre le résultat de leurs « récentes excoitations ».

Ce qui le désole, c'est de lire, dans la *Humanité*, des choses comme ceci :

Les radicaux savent maintenant à quoi s'en tenir en Allemagne vers la chose publique. Ce civisme se manifeste sous bien des formes dont la plus courante consiste à doter les œuvres et les institutions du pays. Ces générosités sont, pour ainsi dire, quotidiennes et se chiffrent souvent par millions. Les journaux en parlent à peine, les enregistrements pour l'exemple, mais sans phrase, comme des événements naturels, qui n'étonnent pas.

Dans toutes les classes de la société, il est d'usage de tuteur les enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans, parents, amis, étrangers, professeurs, domestiques, tout le monde.

Un Allemand me dit : — Ceci nous évite le ridicule d'entendre dire, comme en France : « Monsieur le vicomte ! » à des bambins de six ans. Et l'Allemagne est un pays de hiérarchie, et c'est nous les démocrates !

Méditons cette parole de Heine : « Les Allemands sont plus vindicatifs que les peuples latins et cela parce qu'ils sont idéalistes dans la haine. Nous ne haïssons pas pour des raisons purement extérieures, pour un froissement de vanité, une épigramme, une méchanceté restée sans réponse. Non. Nous haïssons en nos ennemis le plus intime de leur être, leur pensée. Vous autres Français, vous êtes superficiels et changeants dans la haine comme dans l'amour. Nous, Allemands, haïssons du fond de l'âme et pour longtemps ; étant trop loyaux et pour malhabiles pour nous venger rapidement, nous haïssons jusqu'à notre dernier souffle ».

Rencontre. Dans l'antichambre de l'intendant général des théâtres à Munich, je trouve un garçon de bureau ravi de me voir, qui m'accueille d'un sourire sympathique, simplement parce que je suis Français.

Il me raconte qu'en 1870 il fut trois mois prisonnier près d'Orléans, chez des paysans, qui s'attachèrent à lui au point que le père voulait lui donner sa fille en mariage.

On me traitait comme l'enfant de la maison, conclut-il, et quand la guerre finit, je partis, le vieux brave homme me dit : Adieu, mon fils.

Adieu, mon fils.

Un capitaine de régiment de la garde

tenir et voient les sentiments qu'a éveillés unanimement leur proposition à la fois illogique et impertinente.

Cela est du citoyen Bracke. M. Steeg, sur « l'illiquie », passe condamnation. Mais « impertinente », le choque. Il a raison : les radicaux ne sont pas impertinents. Non, ils ne le sont pas ; et les socialistes le savent bien, qui, en échange de leurs injures, n'ont éprouvé que la patience et l'humble politesse des radicaux.

Pourquoi, demande M. Steeg, la proposition des radicaux serait-elle impertinente ?

Le citoyen Bracke a répondu, par avance :

Parce qu'à un parti qui déclare et a toujours déclaré se refuser à toute alliance, on ne demande pas de manquer, non seulement à sa parole, mais à sa raison d'être.

M. Steeg trouve le citoyen Bracke « surréaliste et lapidaire ». Mais il a raison de souligner, dans cette phrase du savant citoyen, un mot : *toujours*.

Non, le parti socialiste n'a pas toujours été fier et arrogant comme il l'est aujourd'hui. Jadis, au temps du bloc, quand il était petit encore, on le voyait très honoré des politesses que les radicaux lui faisaient.

Le citoyen Jaures soutenait de tout son pouvoir le ministère Combes. En période électorale, on s'arrangeait.

Et puis, les socialistes se sont magnifiquement développés. Ils ont pris une situation redoutable.

En même temps, les radicaux diminuaient, diminuaient, se faisaient plus petits chaque jour, s'humiliaient. Les socialistes sont devenus très impertinents ; et quand ils accusent d'« impertinence » les radicaux, ils se moquent. M. Steeg a bien raison de s'en apercevoir.

André Beaunier.

## La Presse de ce matin

### LA POLITIQUE

#### Le Gaulois :

Les radicaux et M. Clemenceau. M. Jaures constate, avec tout le monde, que « la République s'enfonçait dans l'incertitude et l'impasse » et il adjure la démocratie républicaine « d'arrêter le socialisme à l'encre ». M. Jaures paraît croire que les destinées de la République se jouent entre lui et M. Clemenceau ; il oublie M. Pataud, qui n'est pas incohérent, car il sait ce qu'il veut, et qui n'est pas non plus impuissant, puisqu'il lui suffit d'un geste pour plonger Paris dans l'obscurité.

Quand M. Jaures aura mis à terre M. Clemenceau, il verra les destinées de la République et de la France. M. Pataud, les ouvriers débauchés du socialisme officiel et les fonctionnaires que les pouvoirs publics ont délibérément jetés dans les bras de la Confédération du travail.

L'Humanité, sous la signature de M. Jaures :

Il ne suffit pas qu'ils accablent M. Clemenceau après l'avoir servi ou tout au moins subi. Il faut qu'ils aient le courage d'avoir une idée. M. Laffère a raison de dire : « Ce qui manque au Parlement, c'est un gouvernement qui gouverne. Et il convient d'ajouter : ce qui lui manque aussi, c'est une majorité qui pense ».

### Paris-Journal :

Interview du citoyen Pataud. Le 1er mai ne sera-t-il pas, selon vous, le prétexte de la révolution que vous annoncez ? — Vous le savez au moment opportun. Je n'ai pas l'habitude d'annoncer longtemps à l'avance les décisions qui concernent les graves de l'élection. Permettez-moi de ne point me préoccuper de la tactique qui me sera toujours réus.

Les capitalistes, les bourgeois connaissent la révolution, sa date et l'occasion choisie, alors qu'ils ne savent pas ce qu'ils veulent. Ils ont peu de patience ; j'ai dit et je maintiens que vous n'avez plus à attendre que quelques mois seulement, si ce n'est quelques semaines.

### ÉCHOS & NOUVELLES

#### L'Autorité :

Notre confrère publie le texte de deux circulaires confidentielles sur le contrôle politique des ballons à leur atterrissage et l'établissement contre eux d'un droit de donane proportionnel.

Voici celle du ministère de l'intérieur : La fréquence des atterrissages de ballons en France a amené le gouvernement à s'occuper

de cette question. Il a été reconnu que ces ballons étaient soumis au paiement des droits de douane, et il a décidé, en conséquence, qu'il y avait lieu, en pareil cas, de prendre les mesures suivantes :

« Chaque fois qu'un ballon étranger descendra sur le territoire français, les maires, commissaires de police ou commissaires spéciaux devront venir en informer et prévenir sans retard les agents du service des douanes, s'il en existe dans le lieu de l'atterrissage, ou, à leur défaut, les agents des contributions indirectes, afin d'assurer la perception des droits de douane. Le ballon devra être retenu jusqu'à paiement des droits ».

Autre part, les aéronautes seront tenus de déclarer leurs nom, prénoms, qualités et domicile. Si ce sont des militaires, ils devront indiquer le grade qu'ils occupent dans l'armée ainsi que le corps ou le service auquel ils appartiennent.

En outre, les maires et les commissaires de police devront assurer que l'aéronaute a été enregistré dans un but purement scientifique et que les aéronautes ne se sont livrés à aucune investigation préjudiciable à la sécurité nationale.

### Le Petit Journal :

De Poitiers. Une jeune fille, Eugénie Bringard, âgée de dix-sept ans, née à Paris, dactylographe, habitant Le Perreux avec sa famille, qu'elle avait quittée le 13 courant pour rejoindre son père, soldat, Delphin Collin, du 42<sup>e</sup> régiment d'infanterie, en garnison à Poitiers, a tiré hier soir, à huit heures, un coup de revolver sur ce soldat, au moment où il rentrait à la caserne.

La victime, dont l'état est très grave, a reçu les soins des deux médecins, puis a été transportée à l'hôpital, ainsi que la jeune fille qui était tombée en syncope.

### Le Petit Parisien :

Un audacieux pickpocket, qui, pour accomplir plus facilement ses coupables exploits, avait eu l'idée de revêtir le costume ecclésiastique, a été arrêté hier, dans le rapide de Rome-Paris, au moment où il venait de commettre plusieurs vols.

L'inculpé déclara se nommer l'abbé Velard et être professeur au lycée de Lyon. Il est probable que l'on ne tardera pas à établir l'identité de ce singulier personnage.

## LA JOURNÉE

Mariage : M. Edouard Sitri avec Mlle Marguerite Netter, fille du grand rabbin (temple de la rue Notre-Dame-de-Nazareth, 2 heures).

Assemblée générale : La société philanthropique « l'Union du commerce », sous la présidence de M. Viviani, ministre du travail, salle des fêtes du Trocadéro, 4 h. 1/2. — La Société des Volontaires de 1870-71, assemblée générale ordinaire (Conservatoire des arts et métiers, 2 h. 1/2). — La Société contre l'abus du tabac, séance solennelle de distribution des récompenses (salle des fêtes de la Société d'horticulture, 84, rue de Grenelle, 2 heures).

Congrès : Congrès espérantiste de la région parisienne : distribution des prix des concours d'espéranto (Sorbonne, amphithéâtre Michel, 5 heures).

Fête de charité : Matinée littéraire, musicale et dansante à l'honneur de l'œuvre des écoles d'Orient (salle Beaulieu, 5, rue Legendre, 2 h. 1/2).

Matinée : Fête solennelle de la Société des sauveteurs de la Seine, sous la présidence de M. Gomot, sénateur (Grand amphithéâtre de la Sorbonne).

## Informations

Les concours à l'Hôtel de Ville. — Un concours de rédacteur à la préfecture de la Seine doit avoir lieu le 6 mai. M. Berthelémy, professeur à la Faculté de droit, et M. Régnaud, employé supérieur de la préfecture, font partie du jury. M. Grébaud, en sa qualité de président de la commission municipale du personnel, a reçu une protestation relative à la désignation comme jurés de MM. Berthelémy et Régnaud qui professent d'autre part, dans des cours payants à l'usage des candidats aux concours.

Dans ces conditions, M. Grébaud a réuni, d'urgence, la commission du personnel.

M. de Metz, directeur du personnel à la préfecture de la Seine, a assisté à la réunion de la commission.

On lui a demandé s'il était exact que MM. Berthelémy et Régnaud fissent en collaboration un cours de droit administratif, spécialement dirigé pour la préparation aux concours et dont le prix fut de 130 francs par élève.

M. de Metz a reconnu l'exactitude des faits. Il a ajouté qu'on s'était plaint précédemment que le jury ne fût composé que de chefs de bureau de la préfecture et qu'il fallait faire droit à cette réclamation, on avait adjoint au

jury un professeur de droit dont la compétence est indiscutable.

La commission du personnel, à l'unanimité, a chargé son président de signaler à M. de Selves, préfet de la Seine, « ce qu'avait d'insolite la situation de ces jurés ».

M. Grébaud a immédiatement été sur le préfet.

Sur le « Du-Chayla ». — Le ministre de la marine communique la note suivante : « Des informations recueillies par la presse tendent à faire supposer qu'une mutinerie se serait produite sur le croiseur *Du-Chayla* ».

« Les rapports du commandant de ce bâtiment parvenus au ministère de la marine ne concordent pas avec les informations en question ».

« Les infractions à la discipline signalées ont conservé un caractère individuel et ont donné lieu aux sanctions qu'elles comportaient : deux matelots s'étant rendus coupables de voies de fait sur d'autres matelots, ont été débarqués disciplinairement pour ce motif ; un autre matelot, ayant refusé d'obéir au cours d'une corvée de charbon à Grand-Bassam, a été condamné par le conseil de justice à neuf mois de prison sans sursis ».

Une conférence. — Aujourd'hui dimanche, à 3 h. 1/2, sous la présidence de M. Mesnager, directeur de l'Assistance publique, salle des fêtes du troisième arrondissement, conférence de Mlle Gil May en faveur de la Mutualité, de l'amour, avec auditions poétiques et musicales de Mlle Madeleine Roch, de la Comédie-Française ; Mlle Louise Hervé, du théâtre Antoine ; Adèle Clément, violoncelliste, 1<sup>er</sup> prix du Conservatoire.

## Comment on apprend une langue étrangère

Depuis quatre jours déjà un congrès international de professeurs de langues vivantes de l'enseignement public est réuni à la Sorbonne.

Les congressistes, hommes et femmes, très nombreux, travaillent du matin au soir à l'amphithéâtre Richelieu avec un zèle, une ardeur, à laquelle je dois rendre hommage.

Anglais, Allemands, Espagnols, Portugais, Français, échauffent des idées sur les questions les plus diverses et se trouvent — chose à noter — souvent d'accord. D'une façon générale, les professeurs venus de l'étranger, qui se sont donnés rendez-vous à Paris, appartiennent à une élite, et quelques-uns, comme MM. Karl Brunot, professeur à l'Université de Cambridge ; Scheffler, professeur à la Technische Hochschule de Dresde, ont fait preuve d'un réel talent littéraire.

Du côté français, il convient de citer avant tous, MM. Brunot, l'ennemi de notre orthographe ; Legouis et Morel, de l'Université de Paris ; Piquet, de l'Université de Lille.

Tous ces professeurs sont des partisans convaincus de la méthode dite phonétique pour l'enseignement des langues vivantes.

M. Brunot, qui parle fort bien, a fait un véritable cours sur la science phonétique, science nouvelle, mais dont les vertus sont, paraît-il, immenses. En somme, cette phonétique c'est l'ensemble des sons et des articulations d'une langue, et M. Piquet, estime avec ses collègues du congrès, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, que pour apprendre à enseigner d'une façon précise la prononciation d'une langue, la science phonétique est non seulement utile, mais nécessaire.

A l'envi les congressistes sont venus affirmer que, grâce à elle, ils avaient obtenu des résultats merveilleux. L'un d'eux, M. Walter, de Francfort, qui parle un allemand d'une pureté remarquable, a été aussi enthousiaste que les Français et les Anglais sur ce sujet. Cependant, il n'a pu s'empêcher de faire observer que pour une même langue deux ou trois phonétiques différentes pouvaient être employées. Il est, en effet, indubitable que l'Allemand du Nord ne prononce pas tout à fait comme l'Allemand du Midi et que l'accent de

aux conseils de cette éducation. On dirait qu'en France les parents s'arrangent pour supprimer chez leurs enfants tout instinct d'activité...

Je relève, de temps à autre, dans le langage populaire, les traces de l'ancienne influence française. En Saxe, pour dire : « peu à peu », on dit « bé à bé ». Dans le Palatinat, une ombrelle se dit : *Sonnen-Parapluie* (Sonne : soleil).

30 millions de sinécures.

Il y a en Allemagne à peu près 3.000 sociétés par actions. Or, à part les employés, caissiers, secrétaires, ces sociétés ont tout juste 30.000 conseillers d'administration occupés à quelques heures par semaine à l'inspection pluri-théorique du fonctionnement des affaires. Et ils touchent, en moyenne, 4.000 francs chacun. Soit 80.000.000 par an ! Nous nous plaignons...

Le crime passionnel est ici presque inconnu, en tout cas, jamais compris ni surtout excusé.

La jalousie, en amour, paraît une sorte de maladie mentale exceptionnelle, qu'on doit et qu'on peut guérir.

Axiome : Les Allemands savent toutes les langues ; — excepté la leur. D'un consentement unanime, il me fut souvent confirmé que très peu d'Allemands — professeurs à part — parlent correctement la langue allemande.

Il est défendu de donner le sein aux enfants dans les promenades ou autres lieux publics, même si la nourrice s'abrite derrière une ombrelle ou sous un châle. La pudeur teutonnes s'effarouche de ce spectacle pourtant si *gemüchlich*.

Das ist eine Schweinerei ! C'est une cochenille, disent-ils. Je suis porté vers l'avis exactement opposé, et bien près de considérer comme des pores les gens qui voient de l'immoralité dans l'innocente et chaste exhibition d'un sein gonflé de lait ou s'appuyant une joue d'enfant.

Jules Huret.

Feuilleton du FIGARO du 18 Avril

(55)

## En Allemagne

LIV

### NOTES ET CROQUIS

L'éducation des enfants paraît comprise plus sérieusement ici, comme dans tous les pays du Nord, que chez les nations latines.

Dès l'âge de six ou sept ans, les bambins, garçons et filles, de toutes les classes de la société se rendent seuls à l'école. La jeune fille, plus tard, ira à son cours, à ses jeux, à ses visites, seule. Dès qu'elle est fiancée, elle échappe, pour ainsi dire, à la tutelle de ses parents, son futur en est responsable ! Les Allemands voient dans ces mœurs la raison de la longue durée des fiançailles. En effet, la jeune fille se sentant tout à coup libre du côté de la famille, adulée du côté fiancé, a le sentiment qu'elle vit les plus beaux moments de son existence, et tient à la faire durer le plus longtemps possible. C'est exactement ce qui se passe aux États-Unis.

Dès que les fiançailles sont officielles, les deux jeunes gens se tutoient, ils tutoient leurs parents réciproques : père, mère, frères, sœurs, qui les tutoient aussi. Ils n'ont plus besoin de se cacher derrière les portes pour s'embrasser, les parents courent ces chastes carresses d'un œil attendri. Ils vont partout ensemble, et seuls, à la promenade, au théâtre, en soirée. Aussi une rupture de fiançailles compromet-elle sérieusement la jeune fille, et même le jeune homme. Le cas est d'ailleurs assez rare, justement en raison de l'intimité qui s'est créée presque aussitôt entre les deux familles.

Dans le peuple, les mœurs tendent à se rapprocher en tous pays. On se rencontre, on se présente, et la liaison aboutit ou non au mariage. Généralement, la

filie du peuple a eu un ou plusieurs « schatz » avant son mariage.

Il existe aussi une différence notable entre l'éducation des fils d'industriels et de commerçants allemands et les nôtres. Des gens de ce pays qui, par leurs relations en France, sont appelés à placer en Allemagne des jeunes gens français de dix-huit à vingt-deux ans, qui veulent y faire un stage de volontaire, me disent leur étonnement devant le peu de sérieux de leur caractère. Il est rare qu'ils fassent leur besogne avec conscience et régularité, et que leur chef en soit content.

En France, au contraire, dans des cas pareils, les employés allemands, fils d'industriels ou de commerçants très riches, remplissent leurs fonctions dans les emplois les plus infimes, aussi bien, quelquefois mieux que des employés bien payés, et sont recherchés par les chefs d'établissement pour leur ponctualité et leur assiduité à l'ouvrage.

Mais là où le jeune Français rendra des points à ses jeunes camarades teutons, c'est quand il s'agira de courir la fille et d'étonner le bourgeois.

Ceci explique qu'on voit en Allemagne tant de maisons importantes dirigées par des jeunes gens de vingt-cinq à vingt-six ans à qui leur père confie de gros capitaux et les leur laisse gérer à leur guise.

Ce qu'on voit le moins dans les rues allemandes ce sont des gens arrêtés pour causer. Chacun va son chemin ; les gens qui se connaissent se saluent en se croisant d'un *Guten Tag* ou d'un *Mahlzeit* grave, et continuent... Il m'est souvent arrivé en me promenant de chercher des exceptions à cette règle, et je n'en ai trouvée que rarement. On croirait que les gens n'ont jamais rien à se dire.

On ne voit non plus jamais, ou presque jamais, de piétons qui pour dépasser les autres, ou par distraction, marchent au milieu de la chaussée, même dans les rues sans tramways ; on marche des deux côtés de la rue, en ordre, et on pourrait dire, — en rang.

Le sentiment si vil que l'on rencontre fréquemment en France pour la famille, qui est l'ait de respect et d'amour, qui va, chez certains, jusqu'au



## PAR FIL SPÉCIAL

Par Albert GUILLAUME



« Paulo majora canamus »

— Vous étiez au Vernissage de la Nationale ?  
— Oui... cela m'a paru bon de contempler d'autres tableaux que ceux de M. Caillaux et d'autres statues que celui des fonctionnaires...

Excellente intention

— Ah ! souhaitez-moi de la patience... Mon médecin assure que je ne pourrai paraître bien qu'à soixante ans !  
— Pauvre chère bonne amie, espérons que cela arrivera bientôt...

A bon chat, bon rat

— Où avez-vous été passer la Semaine Sainte ?  
— Et vous, ma chère ?  
— Je suis restée chez moi : je me serais reproché de prendre, ici ou là, la place de mon charcutier...

Envieux

Nous croyons trop facilement au bonheur des autres.  
CATULLE MENDÈS.  
— Parait que l'auteur a promis de lui donner son auto...  
— Oh ! là ! là ! son autographe ! tout au plus...

Marseille, ne ressemble pas à celui de Paris.

Alors... voilà bien une difficulté qu'a notée l'excellent professeur allemand.

La vérité, c'est que tous les congressistes assemblés sont des savants et que, se lançant dans la discussion, ils abordent un peu trop théoriquement toutes les questions de l'enseignement des langues vivantes. Ils les compliquent aussi à plaisir. Que je plains leurs élèves, si ces maîtres sont aussi scientifiques quand ils leur apprennent une langue ! Ils veulent que l'étudiant se rende compte de la façon dont il doit émettre un son, pour que ce son arrive avec l'intonation juste. « Il ne faut rien laisser au hasard ». Ne demande-t-on pas là une gymnastique trop difficile ?

En vérité, il n'est pas besoin d'être aussi scientifique pour enseigner une langue.

Les résultats d'une pareille méthode seraient-ils donc parfaits ? On ne s'en douterait pas lorsqu'on va entendre, à la Sorbonne, aux examens du baccalauréat, les élèves qui sont interrogés pour la partie allemande ou anglaise. Leur prononciation — obtenue au moyen de la fameuse phonétique — laisse extrêmement à désirer, et il n'en est pas un sur cent qui puisse, correctement, prononcer une phrase de conversation anglaise ou allemande.

En revanche, des élèves d'institutions privées, où l'on n'enseigne jamais la phonétique, mais où l'on se préoccupe d'obtenir comme résultat le plus désirable une conversation facile sur des sujets les plus différents, on obtient des succès pratiques pas négligeables du tout, et des succès durables...

Dans ces institutions, on emploie justement la méthode directe répudiée et déclarée « inefficace » par tous les congressistes assemblés à la Sorbonne. Des Allemands apprennent l'allemand à des Français, et des Français apprennent le français à des Allemands. C'est la manière la plus simple pour que l'élève ait une bonne prononciation. Et alors il n'est pas besoin de la phonétique, ce « tartre à la crème » entendu si souvent et si longtemps au congrès international de la Sorbonne...

Je me suis permis de dire au professeur Scheffler :

— La meilleure préparation à l'étude d'une langue vivante, c'est de posséder une oreille musicale. Beaucoup d'Allemands parlent admirablement le français et l'anglais, parce que leur oreille a été formée musicalement dès le jeune âge.

Le professeur Scheffler — un partisan de la phonétique aussi — n'en admit pas moins que ma réflexion était juste.

Toute une journée a été consacrée à cette question de méthode d'enseignement. Elle le méritait, mais il est à souhaiter que le vœu émis par l'unanimité du congrès en faveur de l'institution d'un cours de phonétique dans toutes les facultés reste purement platonique.

Hier soir, le congrès des professeurs de langues vivantes a pris fin. Il s'est occupé des questions les plus diverses, mais la question de méthode m'est apparue, entre toutes, essentielle.

Les congressistes ont montré beaucoup de sympathie pour les œuvres post-scolaires, pour les voyages dans les pays étrangers où l'on désire se perfectionner dans les langues vivantes.

C'est fort bien, et en effet, de ce côté, il y a encore beaucoup à faire. Mais exprimons à notre tour un vœu : que nos élèves dans les lycées ou collèges de Paris ou de la province soient un peu mieux exercés à parler le langage courant et que la traduction souvent sèche et stérile cède le pas à des exercices pratiques de conversation.

Avant tout, il convient que l'élève pense dans la langue qu'il étudie. Sinon, il ne la parlera jamais bien.

Maurice Leduc

## A L'INSTITUT

BEAUX-ARTS

Election d'un correspondant étranger, le célèbre sculpteur italien Galli, membre de l'Académie de Saint-Luc, auteur de la statue de Garibaldi qui est sur le Janicule à Rome. M. Galli remplacera M. Saint-Gaudens, de New-York, décédé depuis le 3 août 1907, mais dont la mort n'a été notifiée que récemment à l'Académie.

La Compagnie élira dans une de ses prochaines séances un nouveau membre

associé étranger en remplacement de Gevaert.

SCIENCES MORALES

M. Boulroux entretient l'Académie d'un travail de M. Jacques Bardoux, intitulé *Silhouette d'outre-Manche*, extrêmement documenté et intéressant au point de vue de la psychologie de l'Angleterre contemporaine.

M. Chuquet lit une étude qu'il vient d'écrire sur l'armée des Pyrénées orientales, en 1793, et sur le rôle qu'y jouèrent les représentants Fabre et Cassagne, notamment à la bataille de Peyresfortes.

Ch. D.

## NOTES D'UN PARISIEN

UN CHEF

La Maison Dorée, spirituel rendez-vous des principes élégances d'antan, s'étonne d'abriter désormais un bureau de poste modern style. Certes, les « poulets » que manient rudement nos télégraphistes, pour servir à la hâte des centaines de passants anonymes, n'ont rien de comparable en tendresse, en délicatesse, en cherté non plus, à ceux que M. Casimir Moisson présentait avec tant d'art à la plus raffinée des clientèles...

Les vrais Parisiens, ceux qui gardent le culte et quelque regret de l'ancien boulevard discret et pittoresque, n'apprendront pas sans émotion la mort de ce charmant vieillard, qui débuta vers 1860 comme chef de cuisine, et se haussa sur le tard jusqu'à devenir copropriétaire de la Maison Dorée. Les gourmets l'honoraient de leur confiance ; il les entourait de soins très prévenants, et taisait sur eux provision d'anecdotes, car il fut respectueux et observateur. Si M. Moisson a laissé des Mémoires, l'historien y puisera sans doute bien des détails inestimables sur la vie intime des « biches », des « gandrins », des grands seigneurs, financiers et chroniqueurs du second Empire. Songez-y : ce privilégié a entendu tous les « mots » d'Aurélien Scholl !

Vint la fâcheuse démocratie. Associé de M. Verdier, il tenta comme lui de retarder la déchéance du boulevard. Hélas ! l'avènement des brasseries démoda le vieux restaurant à la mode. Et M. Moisson céda, se retira bien loin, dans les Basses-Alpes...

Là, il put apprendre, en ces dernières semaines, les audacieuses entreprises de l'usurpateur Simyan. C'en était trop ! Chargé d'années et d'amertumes, M. Moisson n'avait vraiment plus qu'à mourir.

Vatel ne s'est-il pas tué, jadis, pour un moindre affront ?

D.

## LES Miettes de la Science

La dispersion des brouillards

Il n'y a pas trente ans que l'Allemand Hertz a découvert les ondes électriques oscillatoires qui portent son nom. Il n'y a pas vingt ans que le Français Branly a imaginé le moyen de recueillir au vol ces ondes mystérieuses. Et voici que, déjà, elles ont changé la face du monde ! Ne sont-elles pas, en effet, l'âme invisible de la télégraphie et de la téléphonie sans fil ? Encore un peu, et elles serviront, non pas à créer (car *nemo dat quod non habet*) ni même à transporter, mais à déclancher de loin, sans connexion matérielle, l'énergie mécanique. Encore un peu, et il sera devenu banal de mettre une machine en route, de diriger un bateau, un torpilleur, un aéroplane, par l'intermédiaire des ondes hertziennes, à distance, et sans y toucher.

N'allez pas croire, au demeurant, que leur rôle sera fini là. Elles nous réservent bien d'autres surprises, à commencer par la dispersion du brouillard, considérée jusqu'ici comme une utopie.

On avait déjà remarqué depuis longtemps que quand on fait éclater une série d'étincelles électriques au sein d'une atmosphère chargée de fumée ou de vapeur d'eau, la précipitation s'opère instantanément et que l'air ne tarde guère à redevenir limpide. On dirait que, dans le « champ » électrique, l'air se raréfie au point de ne pouvoir plus soutenir les particules solides qu'il tient en suspension ; dès lors, la pesanteur reprend tous ses droits. C'est là un phénomène constant, que sir Oliver Lodge, professeur de physique à l'université de Liverpool, qui le premier l'idée d'utiliser, en reproduisant, dans certaines

conditions particulières et sur une plus grande échelle, cette expérience de laboratoire, en vue d'éclaircir l'atmosphère brumeuse et fuligineuse des grandes villes industrielles.

Qu'est-ce, en effet, que le brouillard ? Un amas de fines gouttelettes d'eau condensées autour d'autant de grains de poussières, généralement de poussières charbonneuses, que leur ténuité maintient en l'air. Que de brusques secousses, des vibrations répétées, viennent à rompre l'équilibre des gouttelettes et leur noyau solide, et l'eau va retourner à l'état de vapeur transparente, tandis que les poussières tomberont à terre. Par le fait, grâce à l'emploi d'antennes en forme de poignées métalliques à pointes multiples, sir Oliver Lodge réussit, à plusieurs reprises, à dissiper le brouillard — une « purée de pois » (*pea soup*) britannique — sur un espace d'une centaine de yards autour des bâtiments de l'Université.

Pendant ce temps-là, un ingénieur français, M. Dibos, obtenait à Wimmerau les mêmes résultats à l'aide d'un dispositif analogue. Des photographies, que j'ai eues sous les yeux, montrant la brume s'évanouissant positivement à vue d'œil, sous l'influence de cette espèce de fulguration, provoquée soit par le passage des ondes hertziennes elles-mêmes, soit par le choc torrentiel des « ions » que dardent les pointes de l'antenne.

Depuis, au surplus, M. Dibos s'est avisé de perfectionner la méthode en juxtaposant aux trains d'ondes hertziennes un puissant jet de gaz chauds sous pression. Il obtient ainsi une clarification de l'atmosphère s'étalant en éventail sur près de 200 mètres de longueur. Il va de soi que le brouillard reprend ensuite sa revanche, mais l'éclaircie n'en a pas moins duré parfois jusqu'à une heure et demie. En mettant les choses au pire, on n'en est jamais quitte, après tout, que pour recommencer.

Quoi qu'il en soit, si l'avenir confirme les espérances que légitiment les premiers essais, nous aurions là un procédé de nature à rendre des services inestimables à la navigation et à l'exploitation des chemins de fer — sans parler de l'hygiène urbaine et du confort universel. Voir clair à 200 mètres devant soi le long des voies ferrées, aux abords des gares et des croisements, à l'entrée des ports, dans les passages étroits et sur les grandes routes maritimes où d'innombrables navires se disputent le prix de la course, songez à ce que cette simple possibilité peut élargir de catastrophes !

Quant à l'efficacité des ondes hertziennes, les sceptiques n'ont qu'à refaire l'expérience, qui est à la disposition — sinon à la portée — de tout un chacun. Il suffit d'installer sur son toit un poste de télégraphie sans fil. Il est vrai que ce serait une atteinte au monopole de l'Etat et que M. Simyan ne manquerait pas d'intervenir. C'est même miracle qu'on n'ait pas encore cherché à M. Dibos...

Emile Gautier.

## Contre l'abandon des campagnes

Si l'anatomie des campagnes françaises enseigne que l'agriculture manque de bras, l'anatomie des grandes villes démontre que la main-d'œuvre a trop de bouches. Une société s'est fondée pour remédier à cet état par un régime progressif avant que soit indispensable la double opération chirurgicale : révolution et répression.

Les ouvriers des campagnes se joignent aux ouvriers des villes et, ne trouvant pas le bien-être qu'ils espéraient, sont malheureux ou révoltés. Pendant ce temps restent stériles les terres qui auraient assuré l'existence heureuse de ces déracinés. Tout le problème est dans cette constatation, et il ne semble pas difficile de conclure, ainsi que le firent les membres de la Société française d'émulation agricole contre l'abandon des campagnes. La composition du bureau de cette société indique la diversité des conditions de tous les hommes de bonne volonté qui se dévouent à assurer sa prospérité. Le président est M. J. Noulens, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat, député du Gers, rapporteur du budget de l'Agriculture. Le président suppléant est M. Guy Moussu, bibliothécaire-archiviste au ministère de l'Agriculture, et le vice-président, M. Morel Edmond, négociant. Le secrétaire général est M. Robert Emmanuel, ingénieur des arts et manufactures, ayant pour adjoint M. Dupont, avocat à la Cour. Le trésorier est M. Herson, négociant.

La société d'émulation agricole a voulu fixer les causes de la dépopulation des campagnes. Ces causes sont à la fois morales et matérielles. Tout d'abord, la vanité des parents, leur ambition qui entraîne la chasse aux diplômes. Puis l'attrait des villes, les tentations entrevues et qu'on s'imagine être des réalités quotidiennes. Ensuite le mépris de la campagne, de la culture, du cultivateur trop ridiculisés il y a vingt ans. Enfin le service militaire qui réunit des conscrits, les entraîne à la ville.

A côté de ces causes morales, les causes économiques ne sont pas moins évidentes et on n'oserait pas les développer. Premièrement, l'attrait d'un salaire plus élevé à la ville ; deuxièmement, l'insécurité des salaires à la campagne depuis tant de crises agricoles, la disparition des petites industries de village, le développement du machinisme, la multiplication des trains ouvriers, et enfin la création des pâturages qui rend irrévocable, qui éternise l'abandon momentané de la terre.

Quelles sont maintenant les conséquences de cette émigration ? La décadence de l'agriculture, l'accroissement de la criminalité, l'affaiblissement de la race, la dépopulation générale.

Et quels remèdes ?

Il faut mettre en garde, d'abord, en apprenant de bonne heure aux enfants que les ouvriers des villes n'aspirent qu'à vivre à la campagne, parce que leurs logements sont insalubres, leur salaire insuffisant en face de la cherté de la vie.

L'Etat peut résister d'abord par le *Homeshead*, la loi qui règle la constitution d'un bien de famille insaisissable dont le projet adopté par le Sénat est revenu devant la Chambre.

Au *Homeshead* on joindra la loi proposée par M. Ribot le 10 avril 1908 sur la petite propriété, et puis il faudra se décider à la diminution des charges de la terre, à la répression énergique de la fraude, à la récompense plus large des agriculteurs, à l'expansion des œuvres d'assistance et de prévoyance, au développement de l'enseignement agricole, dans les champs et à la caserne.

Mais l'Etat ne saurait assumer et assurer tous les remèdes. L'initiative privée doit prendre part à cette défense de la terre, par la restauration des cultures, l'extension des associations agricoles, l'assurance assistance mutuelle.

La Société d'émulation agricole s'est constituée pour réunir toutes les bonnes volontés. Elle encourage les bons agriculteurs, elle facilite leur placement, elle les aide à reconstruire un domaine, à supporter les pertes d'une épidémie, d'un orage. Enfin, elle se charge de rapatrier les malheureux désabusés qui ne sont bien souvent retenus dans les villes que par un faux amour-propre.

Avec de faibles ressources, elle a pu déjà faire une œuvre utile. Mais son président, M. Noulens, se multiplie pour lui assurer les concours les plus utiles, pour développer son organisation à travers toute la France. Plus de 800 membres répondent à son appel et participent aux réunions, 3, rue Baillif, dans lesquels chacun collabore à cette belle lutte pour la défense de l'agriculture, contre l'abandon des campagnes.

G. Davenay.

## LES GRÈVES

A MAZAMET  
UNE USINE INCENDIÉE

Mazamet, 17 avril.

Sous le calme apparent de ces jours derniers les partisans de l'action directe préparaient de nouveaux attentats tels que celui qui fut commis hier contre des balles de laine qui ont transporté, et tel que celui plus grave qui s'est produit cette nuit, l'incendie d'une usine dont une partie est maintenant en ruines.

Hier soir, en effet, à dix heures, le feu se déclara à l'usine du moulin Lantier où l'on exploitait les balles de laine.

La salle de classement du cuir et les étuves sont complètement carbonisées ; une charrette, chargée de laine, a été en partie brûlée.

Grâce aux secours apportés par les cinq gendarmes du poste et les militaires des usines voisines, le feu, quoique très violent, a pu être circonscrit.

L'enquête immédiatement ouverte ne laisse aucun doute sur les causes du sinistre. A cinq mètres à peine du principal foyer de l'incendie, dans un buisson, un litre ayant contenu de la benzine a été trouvé. On a pu constater en outre que les balles de laine qui ont été brûlées avaient été préalablement arrosées de ce liquide.

Cet incendie cause à Mazamet la plus vive émotion. La commission patronale vient de s'en faire l'interprète auprès du président du Conseil. Elle lui a télégraphié en effet ce matin, et, en lui signalant l'incendie, elle déclare que l'administration avait été prévenue par divers rapports, que les usines du rayon de Saint-Amans étaient très menacées ; et malgré cela, dit-elle, le préfet annonçait hier soir au patron d'une usine de Saint-Amans qu'il retirait lundi la moitié des troupes qui gardent l'usine.

Grâce à l'attitude de l'administration, dit encore la dépêche, nous commençons à mettre en exécution les menaces que la commission ouvrière a formulées devant la commission patronale et la presse.

La chambre de commerce de Mazamet, émue, elle aussi, par les événements de la nuit, s'est réunie aujourd'hui à trois heures. Une heure et demie plus tard, elle a fait communiquer au préfet du Tarn, présent à Mazamet, un extrait du procès-verbal de sa séance, ainsi conçu :

La Chambre de Commerce de Mazamet se faisant l'interprète des doléances de la majorité de ses commettants qui protestent contre les entraves continuelles à la liberté du travail, les agressions contre les personnes et les charrettes, les déprédations et jusqu'aux incendies d'immeubles qui se produisent dans la région, en même temps que d'importantes et fréquentes manifestations dirigées par les membres de la grève et des perturbateurs étrangers parcourant librement les rues de la ville en profitant des menaces de mort contre certains d'entre eux sans qu'aucun empêchement soit apporté à ces faits délictueux.

La Chambre décide, à l'unanimité, de les signaler à M. le préfet du Tarn, en lui demandant instamment de vouloir bien prendre les mesures suivantes :

1° Défense plus sérieuse des immeubles et des usines ;

2° Défense plus active et plus réelle de la liberté du travail ;

3° Interdiction des manifestations tumultueuses sur la voie publique, qui risquent de se transformer en émeute ou en rixes sanglantes.

Le Parquet de Castres s'est transporté aujourd'hui à Mazamet.

A MÉRU

Méruc, 17 avril.

A Fresneaux, les ouvriers d'une usine ont, à quatre reprises, abandonné et recommencé le travail. Ce qui montre quelle notion certaine et précise ils ont de la conduite à tenir. Aucun autre incident ne s'est produit dans la région.

Aujourd'hui aura lieu à Méru une réunion de protestation contre l'interdiction de l'armée dans les grèves. Des anarchistes venus de Paris doivent y prendre la parole. Une manifestation aura lieu ensuite. Le préfet a arrêté des mesures d'ordre.

A Andeville, M. Lévy, de la C. G. T., a présidé une réunion où les ouvriers ont acclamé la résistance à outrance. Les ouvriers de Valdampierre paraissent opposés à toute tentative de conciliation.

## Gazette des Tribunaux

NOUVELLES JUDICIAIRES

Après l'affaire de cambriolage qui s'est déroulée, hier, à la Cour d'assises de la Seine, on ne pourra plus nier sérieusement l'utilité des classiques. Une discussion sur *Britannicus* vient, en effet, de motiver, par ricochet, l'acquiescement d'un ouvrier imprimeur, le jeune Emile Laurent, accusé, devant les jurés parisiens, d'avoir, en juillet dernier, cambriolé l'appartement de Mlle Lalouque, domiciliée 228, rue Saint-Denis.

Laurent plaiderait non coupable et invoquait un alibi.

L'accusation s'élevait sur la déclaration de la concierge du 228 de la rue Saint-Denis.

Dans la soirée du 4 juillet, entre neuf heures et demie et dix heures du soir, disait la concierge, j'ai vu un jeune homme monter dans l'escalier de la maison. Je ne l'ai pas alors, bien distingué. Mais, une demi-heure après, quand il est descendu, je l'ai vu en face. C'était l'accusé ici présent...

Emile Laurent — qui est âgé de vingt-et-un ans — a protesté contre cette déclaration. Il a affirmé qu'à l'heure où le vol était commis, il se trouvait dans un petit café-restaurant de la rue de Tracy, ne compagnie d'amis avec lesquels il avait abandonné aux cartes, puis discuté. Le sujet de la discussion était assez banal : « On roulait sur les « mauvaises femmes ». Bientôt la conversation

prit un ton littéraire. Il y a eu de mauvaises femmes dans tous les temps, dit sagement observer Laurent, qui, à l'appui de sa thèse, cita Agrippine, mise en scène par Racine, dans *Britannicus*. La discussion devint sur la pièce de Racine et sur l'histoire romaine.

Quelle était la mètre de *Britannicus* ? Les avis se trouvèrent partagés. Le plus grand nombre répondit hardiment : « Agrippine », les autres : « Messaline » ; Emile Laurent, qui a puisé dans les tragédies classiques, des teintes d'histoire romaine, tint énergiquement pour Messaline.

Cette discussion, qui avait duré de neuf heures à dix heures un quart, avait passionné les consommateurs. Ceux-ci n'eurent garde d'oublier la soirée du 4 juillet, soirée épicure où, dans le petit café-restaurant de la rue de Tracy, on avait abordé de si hauts sujets de littérature et d'histoire. Aussi, quand Emile Laurent invoqua un alibi, trouva-t-il des témoins au souvenir plein de précision.

Ces témoins sont venus, hier, apporter à Emile Laurent leurs témoignages à l'appui de l'alibi invoqué par l'accusé.

Un ouvrier bijoutier a raconté qu'on s'était, dans la soirée du 4 juillet, au café-restaurant de la rue de Tracy, « chamailé » à propos de la mère de *Britannicus*. Le témoin était d'avis — et il l'est peut-être encore — que *Britannicus* avait pour mère Agrippine.

Les jurés parisiens se sont empressés d'acquiescer le jeune ouvrier imprimeur, auquel les classiques viennent de rendre un signalé service.

## AVIS DIVERS

CELESTINE LILIALE du visage, du cou, des épaules et des bras par le *Véritable Lait de Ninon*. Parfums Ninon, 31, rue du 4-Septembre.

## Nouvelles Diverses

EN L'HONNEUR DE JEANNE D'ARC

La dédicace de Jeanne d'Arc a été hier l'objet de nombreuses manifestations.

A l'Action Française, on a arboré la bannière de l'héroïne. C'est une bannière, bleue et blanche, ornée de lis. Au centre, les armes de Jeanne, une épée qui porte sur la pointe une couronne royale ; un lis à droite et à gauche de l'épée.

Les membres de la Ligue des patriotes, ceux de la Ligue patriotique des femmes ont également pavé.

Les « camelots du Roy » avaient décidé de fleurir les diverses statues qui se trouvent dans Paris.

A la place des Pyramides ils ont pu le faire sans incident. Les passants, à la vue de cette action de reconnaissance patriotique, ont crié bravo. Des agents ont simplement pris les noms des jeunes gens qui attachaient les bouquets.

Place Saint-Augustin, trois « camelots » étaient venus apporter une couronne. L'un d'eux ayant eu vain essai de grimper le long du monument, une dame lui a crié d'aller chercher une échelle, en face, chez la concierge qui était « bien pensante ». L'échelle a été prêtée en effet et la couronne a été placée. Des agents qui se trouvaient là invitèrent les « camelots » à les suivre au commissariat, où leurs noms furent simplement inscrits sans observation.

Les choses ne se passèrent pas aussi tranquillement au boulevard Saint-Marcel. En présence d'une affluente considérable et sympathique, une couronne de lis et lilas blanc avait été attachée avec de la ficelle. Mais les « camelots » étaient à peine à vingt mètres que des cris attirèrent leur attention.

Un monsieur se débattait au milieu de la foule qui l'entraînait et le bousculait. C'était un professeur du Muséum, le docteur Leroi, qui avait coupé les ficelles et jeté la couronne à terre. Accusé d'avoir frappé M. Leroi, un des « camelots », nommé Guillemot, a été, malgré les protestations des assistants, arrêté et envoyé au Dépôt. Ses camarades ont rattaché la couronne, cette fois avec du fil de fer.

Au Panthéon, autre incident. La couronne portait cette inscription : « Les défenseurs de Jeanne d'Arc prisonniers à la Santé ». Un ordre du ministère de l'Intérieur avait prescrit de refuser tout emblème ayant une signification politique, le passage fut refusé aux porteurs. Ceux-ci trouvèrent moyen, peu après, de tromper la surveillance et de déposer la couronne au pied de la statue.

Hier soir les manifestants ont illuminé. Enfin, au cours de la nuit dernière, on a placé dans tout Paris de très belles affiches représentant Jeanne d'Arc, bannières en main, entre un coq et l'Alsace agacée. Légende : « O toi qui as libéré la France de l'invasion étrangère, protège l'âme de nos











